



ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Journal des débats

**de la Commission permanente
de l'économie et du travail**

Le vendredi 3 mai 2019 — Vol. 45 N° 15

Interpellation : L'absence de réel leadership du gouvernement
caquiste en matière de vitalité économique régionale

**Président de l'Assemblée nationale :
M. François Paradis**

2019

Abonnement annuel (TPS et TVQ en sus):

Débats de l'Assemblée	145,00 \$
Débats de toutes les commissions parlementaires	500,00 \$
Pour une commission parlementaire en particulier	100,00 \$
Index (une session, Assemblée et commissions)	30,00 \$

Achat à l'unité: prix variable selon le nombre de pages.

Règlement par chèque à l'ordre du ministre des Finances et adressé comme suit:

Assemblée nationale du Québec
Direction de la gestion immobilière et des ressources matérielles
1020, rue des Parlementaires, bureau RC.85
Québec (Québec)
G1A 1A3

Téléphone: 418 643-2754
Télécopieur: 418 643-8826

Consultation des travaux parlementaires de l'Assemblée ou des commissions parlementaires dans Internet à l'adresse suivante:
www.assnat.qc.ca

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec
ISSN 0823-0102

Commission permanente de l'économie et du travail

Le vendredi 3 mai 2019 — Vol. 45 N° 15

Table des matières

Exposé du sujet M. Monsef Derraji	1
Réponse de la ministre Mme Marie-Eve Proulx	2
Argumentation	4
Conclusions	16
Mme Marie-Eve Proulx	17
M. Monsef Derraji	18

Autres intervenants

Mme Claire IsaBelle, présidente

M. Gilles Bélanger

M. Sylvain Lévesque

Mme Émilise Lessard-Therrien

Mme Chantale Jeannotte

M. Harold LeBel

Le vendredi 3 mai 2019 — Vol. 45 N° 15

**Interpellation : L'absence de réel leadership du gouvernement
caquiste en matière de vitalité économique régionale**

(Dix heures)

La Présidente (Mme Isabelle) : Alors, bonjour. Nous déclarons la séance de la Commission de l'économie et du travail ouverte. Je demande à toutes les personnes dans la salle de bien vouloir éteindre la sonnerie de leurs appareils électroniques.

La commission est réunie afin de procéder à l'interpellation du député de Nelligan à la ministre déléguée au Développement économique régional sur le sujet suivant : L'absence de réel leadership du gouvernement caquiste en matière de vitalité économique régionale.

Mme la secrétaire, y a-t-il des remplacements?

La Secrétaire : Oui, Mme la Présidente. Mme Lessard-Therrien (Rouyn-Noranda—Témiscamingue) remplace M. Leduc (Hochelaga-Maisonneuve) et M. LeBel (Rimouski) remplace Mme Richard (Duplessis).

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci. Je comprends qu'il y a eu une entente afin que le deuxième groupe d'opposition intervienne lors de la troisième série d'interventions et que le troisième groupe d'opposition intervienne lors de la cinquième série d'interventions. C'est bien ça? Oui? Merci.

Je vous rappelle que le débat ne peut, à moins d'un consentement, dépasser 12 heures, à midi, autrement dit, pas 12 heures de suite, là. Alors, comme la séance a bien débuté à 10 heures, nous allons poursuivre nos échanges jusqu'à midi.

Nous débutons par les déclarations d'ouverture. Alors, M. le député de Nelligan, vous avez la parole pour 10 minutes.

Exposé du sujet

M. Monsef Derraji

M. Derraji : Merci, Mme la Présidente. Bienvenue à l'équipe du ministère de l'Économie. Bienvenue aussi à la ministre déléguée et responsable du Développement régional. Très heureux de m'entretenir avec vous aujourd'hui. Et, d'emblée, vous l'avez constaté dans le titre, mon interpellation, aujourd'hui, c'est par rapport au leadership du gouvernement caquiste en termes de développement économique régional. Et, la lecture que j'aimerais et les réponses que je cherche aujourd'hui, pas uniquement en tant que député de l'opposition officielle, pas en tant que député de Nelligan, mais vraiment au nom de l'ensemble des régions, avec qui je m'entretiens, mais aussi avec qui plusieurs de mes collègues ont des relations très étroites.

Donc, le but, aujourd'hui, de cet entretien ou ces questions, cet échange avec vous, Mme la ministre, consiste à savoir réellement et concrètement c'est quoi, le plan de match du gouvernement caquiste par rapport aux régions. Quand je dis le plan de match, c'est que vous avez eu le mandat, au mois d'octobre dernier, vous êtes à la tête de ce ministère, et ce qu'on constate et ce que nous avons constaté, depuis le début, c'est qu'il y a un plan. Mais est-ce que les régions s'inscrivent dans ce plan? Et, si c'est le cas, c'est quoi, concrètement, vos actions depuis le début?

Donc, tout au long de cet échange, aujourd'hui, ce que je cherche réellement, à la fin, et, je l'espère bien, à la fin de nos échanges aujourd'hui, c'est partir rassuré. Au fait, ce n'est pas moi qui dois partir rassuré, c'est plus les régions du Québec, à qui on doit envoyer un message très clair qu'elles ne sont pas oubliées et que, les politiques gouvernementales, en termes économiques, que ça touche à la famille, au niveau de l'éducation, au niveau de la jeunesse, au niveau de l'entrepreneuriat, au niveau de l'innovation, au niveau de la pénurie de main-d'oeuvre, au niveau, même, des communautés autochtones, tout le monde va partir avec les réponses qui comptent. Donc, tout au long de cet exercice, le but, c'est vous questionner par rapport à votre plan de match.

Vous avez un rôle très important, Mme la ministre, et je vous souhaite le grand succès, un rôle, pour moi, qui est très, très important, que je le résume en seul mot : la transversalité. C'est un rôle qui est très important. Pourquoi? Parce que vous êtes la porte-parole des régions, un rôle qui est très important. C'est parce que, grâce à votre rôle, on va revitaliser certaines régions. Et je vais utiliser vos mots. À plusieurs reprises, quand je vous questionne par rapport à l'innovation, vous avez toujours utilisé les mots «saccager les régions». Aujourd'hui, je vous donne le droit de me partager votre plan pour qu'on ne saccage plus les régions. Donc, j'aimerais bien qu'à la lumière des questions, à la lumière de vos réponses, à midi, aujourd'hui, on va savoir concrètement jusqu'à quel point votre gouvernement, vous-même, vous êtes à la défense des régions, que vous-même, s'il y a une décision injuste d'un de vos collègues qui touche directement une région, vous allez dire : Non, ça suffit, parce que ça va affecter les populations ou ça va affecter l'économie régionale.

On le dit souvent, l'avenir économique du Québec dépend en grande majorité de ces PME. L'avenir économique du Québec dépend de ces régions. C'est fini, la logique d'un seul centre. C'est plusieurs centres.

Donc, tout au long de nos échanges, j'aimerais bien qu'à chaque fois vous me donniez des exemples concrets. Vous avez dit depuis le début que vous êtes dans plusieurs... vous avez réalisé plusieurs déplacements, vous avez rencontré plusieurs acteurs. Donc, ce que nous aimerions, aujourd'hui, c'est avoir... ces rencontres, elles ont fait quoi, exactement, pour avancer la cause des régions?

Prenons l'exemple parfait de l'innovation. Je pense que nous avons eu l'occasion de discuter en long et large. Et pourquoi j'évoque cet exemple? Parce qu'on peut l'appliquer sur plusieurs autres exemples. Donc, ce que je veux, c'est vraiment du concret, c'est vraiment des faits et pouvoir partir avec des réponses qui comptent. Je vais avoir l'occasion, demain, d'être avec plusieurs militants, où je vais parler du développement économique régional. Mon but, c'est, quand je vais rencontrer quelqu'un de n'importe quelle région, je vais dire : Écoutez, je vous rassure, il y a quelque chose qui s'en vient.

Là, ce n'est plus le moment à attendre des actions, ce n'est plus le moment de revoir des plans d'action. Et, on le voit, malheureusement, au lieu de continuer le beau travail qui était déjà commencé par les régions, pas uniquement par notre gouvernement... Il y a plusieurs plans d'action. Je peux énumérer le plan d'action que vous avez entre vos mains, le PAGE, le Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat. Je peux énumérer aussi la Stratégie nationale de la main-d'oeuvre. Je peux parler aussi de la stratégie jeunesse. Et ce n'est pas les stratégies qui manquent. Ce qui manque, c'est un réel leadership, un réel leadership qui va être transversal. Et, quand je dis transversal, c'est vraiment aller taper la porte de vos collègues et leur dire que, quand ça ne va pas, je ne suis pas d'accord par rapport à cette décision, parce que ça va affecter telle région, telle région, et ça va avoir un impact négatif sur les régions, et ne pas toujours applaudir les décisions, et parfois certaines décisions qui vont, dans pas mal de cas, affaiblir certaines régions, mais aussi des décisions qu'on voit que, parfois, c'est l'idéologie qui est derrière ou bien c'est parce que c'est un siège qui est en jeu, et, du moment que c'est des sièges qui est en jeu, on va l'accepter, aux dépens de nos régions.

Donc, aujourd'hui, tout au long de nos échanges, on va... Et je vous annonce les grandes lignes de nos échanges. Que ce soit au niveau de la santé, que ce soit au niveau de l'éducation, que ce soit au niveau de l'immigration, que ce soit au niveau de nos communautés autochtones, que ce soit au niveau du développement économique régional, que ce soit au niveau d'Investissement Québec, je m'attends de voir à des réponses réelles.

Parlons du volet de développement régional. Depuis le début, j'ai senti en vous une lecture régionale, du moment que vous avez eu l'occasion d'être élue dans une région, une lecture d'une région, mais j'aimerais bien qu'après mon intervention vous me parliez de votre plan, votre plan réel, au-delà des plans ministériels, parce que je pense que, si vous êtes à la tête de ce ministère, vous avez une lecture des régions. Et, quand je dis une lecture des régions, une lecture, premièrement, économique. Et, quand je dis une lecture économique, une lecture qui va respecter les spécificités de chaque région. Et je sais, vous m'avez dit ça : C'est que je suis à l'écoute des régions, c'est pour cela, à certains moments, j'ai retardé certaines décisions, quand on parle des pôles, par exemple, mais j'aimerais bien, concrètement... Quand on parle de l'éducation, c'est quoi, votre réponse quand on voit un plan, qu'on l'applique sur l'ensemble des régions? Est-ce que vous avez des discussions avec les autres ministres? Je présume que oui. Donc, si vous avez eu des discussions avec les autres portefeuilles, qui aussi sont très importants, par rapport au gouvernement, vous leur dites quoi par rapport à votre vision de développement économique?

Quand je parle de l'immigration ou la rareté de la main-d'oeuvre, j'aimerais bien savoir c'est quoi, votre plan par rapport à ça. Et ce n'est pas les exemples qui manquent, dans plusieurs régions, notamment la vôtre. Quand on parle qu'Investissement Québec, aujourd'hui, fait une capitalisation de 1 milliard de dollars, je dirais même 2 milliards de dollars, c'est quoi, votre plan pour les PME? Est-ce qu'au niveau du Conseil des ministres on a quelqu'un qui défend bec et ongles nos PME?

Notre tissu économique québécois dépend des PME. Ce que nous avons entendu depuis le début, c'est plus pour protéger les entreprises dites stratégiques, et c'est marqué dans vos priorités gouvernementales. Est-ce que vous êtes d'accord avec cet énoncé, que les entreprises stratégiques, c'est uniquement et simplement des sièges sociaux? Est-ce qu'on va protéger nos PME dans les régions? Comment on va les protéger?

• (10 h 10) •

Donc, j'ai plusieurs questions, comme vous pouvez le constater, mais je vous annonce dès le début mes couleurs parce que je ne veux pas être dans une séance où j'ai 30 secondes pour vous répondre avec une première complémentaire ou une deuxième complémentaire. Je veux vraiment, aujourd'hui, vous donner le temps de répondre; pas au député au Nelligan, pas à l'opposition officielle, mais à l'ensemble des régions qui nous écoutent aujourd'hui, donc à l'ensemble de ces régions. Vous avez eu l'occasion de les parcourir, depuis le début de votre mandat, vous avez eu l'occasion de rencontrer plusieurs acteurs. Ce que je cherche de vous aujourd'hui, Mme la ministre, c'est des réponses et parfois même des décisions de votre gouvernement où vous dites : Vraiment, ces décisions, ça n'arrange pas les régions.

Donc, si, au sein de votre Conseil des ministres, vous pensez que, par exemple, certaines décisions de quelque ministère ne vous arrangent pas, est-ce que vous avez eu le courage de se lever et dire : Ça, ça ne marche pas, dans telle région et telle région?

Donc, j'espère qu'on va avoir un échange sincère pour l'intérêt de nos régions.

La Présidente (Mme IsaBelle) : Merci. Merci, M. le député de Nelligan. Je cède maintenant la parole à la ministre déléguée au Développement économique régional pour une période de 10 minutes.

Réponse de la ministre

Mme Marie-Eve Proulx

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Merci, Mme la Présidente. Je tiens d'abord à remercier mon collègue qui m'a interpellé, le député de Nelligan, qui m'a interpellé pour avoir l'occasion d'exprimer et d'illustrer tout le leadership que nous avons en matière de développement économique régional depuis que nous sommes là, au mois d'octobre. Je trouve ça intéressant également parce qu'en moyenne, ce qu'on sait, c'est qu'il faut répéter le message 17 fois pour que ce soit

intégré. Donc, c'est encore une occasion, aujourd'hui, de pouvoir répéter ce message de l'intérêt et de l'importance que nous avons pour les régions dans notre gouvernement.

Depuis le jour 1 de la campagne électorale, notre gouvernement veut redonner plus de place aux régions, leur offrir davantage d'autonomie afin qu'elles puissent agir sur leur propre développement. Nous devons revoir les manières de faire et mettre à la disposition des PME des leviers de développement efficaces afin de faciliter leur démarrage et leur croissance et, au final, augmenter la productivité du Québec. L'entrepreneuriat est l'une des clés de la réussite économique du Québec et de ses régions, comme le disait d'ailleurs le député de Nelligan. Les entrepreneurs investissent dans de nouveaux créneaux d'activité, innover dans les façons de faire pour répondre aux besoins, créent des emplois et contribuent ainsi à la vitalité du tissu social et économique du Québec et de ses régions. Nous nous sommes donc engagés à les soutenir encore plus efficacement.

À cet égard, mon expérience de plus de 20 ans dans le domaine du développement régional me permet de mener à bien l'important mandat que m'a été confié le premier ministre à titre de ministre déléguée au Développement économique régional. Et je remercie d'ailleurs le député de Nelligan de reconnaître l'importance de mon rôle, qui est très... un rôle d'influence au sein de mon propre gouvernement.

Pour réussir ce mandat, mon équipe et moi avons écrit à l'agenda de redonner la place aux régions et de les remettre au coeur des priorités gouvernementales — donc ça va répondre en partie aux questions du député de l'opposition — de dynamiser et de revitaliser les communautés rurales. On parle d'occupation du territoire, de l'intérêt de la ruralité, chose qui a été complètement omise et oubliée dans les 15 dernières années; d'innover et de rendre les régions plus prospères pour accélérer la croissance des entreprises, d'une part, puis accélérer aussi la prospérité économique de chacune des régions en fonction de leurs spécificités. L'autre élément qui est crucial dans ce dossier, c'est de donner plus d'autonomie à nos régions pour qu'elles puissent agir sur leur propre développement. Ce n'est pas à nous à dicter tout ce que chacune des régions doit faire. Nous devons être là pour les accompagner.

Je considère que le moment est venu d'aborder le développement économique avec une approche renouvelée. En fait, on pourrait plutôt parler d'approche tout court, étant donné qu'il n'y en avait tout simplement plus, au Québec, depuis les 15 dernières années. Je trouve ironique que ce soit l'opposition libérale qui nous interpelle, d'ailleurs, aujourd'hui sur le sujet, l'absence de réel leadership en matière de vitalité économique régionale, très ironique quand même.

Dans la même lignée, nous voulons évaluer ce qui a été fait mais surtout ce qui aurait dû se faire dans les régions en matière d'appui au développement économique et à l'entrepreneuriat. Nous avons donc entrepris, en janvier dernier, une tournée dans toutes les régions du Québec, tournée, d'ailleurs, qui devait se poursuivre aujourd'hui à Montréal, mais que nous avons dû reporter, vu l'interpellation. Pour cette journée, je compte prendre le pouls des régions afin... Pour cette tournée, excusez-moi, je prends le pouls des régions afin d'arrimer les actions du gouvernement avec les réels besoins de chacune d'entre elles, et ils sont nombreux. Les régions font face à des enjeux qui leur sont spécifiques mais aussi des enjeux communs. Il est donc essentiel d'aller sur le terrain afin de discuter avec les gens et de travailler à la résolution des problématiques qu'ils rencontrent, et ce, en partenariat avec elles, de le faire de manière innovante, constructive et durable.

Pendant cette tournée, j'en profite pour rencontrer des dirigeants d'entreprise ainsi que les partenaires de l'écosystème du développement économique régional. À ce jour, j'ai rencontré l'Abitibi-Témiscamingue, la Mauricie, l'Outaouais, le Bas-Saint-Laurent, Chaudière-Appalaches, Gaspésie—Îles-de-la-Madeleine, Centre-du-Québec, la région de la Capitale-Nationale, Laurentides, Lanaudière, Estrie, Laval. Je peux vous confirmer que le développement économique régional est l'une des priorités de notre gouvernement et des acteurs rencontrés à ce jour. L'intérêt est de travailler ensemble.

Et c'est incroyable, les messages qu'on reçoit de l'ensemble des régions sur l'absence d'écoute qu'il y avait depuis 15 ans. Ce que j'ai envie de vous dire, Mme la Présidente, là-dessus, je vais reprendre l'image de mon collègue ici, le député de Chauveau, qui dit que, là, ce qu'on est en train de faire, là, c'est comme si le pédalo roulait à l'envers depuis 15 ans, puis là on essaie de renverser, là. Ça fait que vous savez ce qui se passe quand on essaie de rouler par en avant avec un pédalo, c'est un peu plus «rough». Ça fait qu'en ce moment c'est un peu ça qu'on fait, on est en train de retisser des liens de confiance, qui étaient disparus, avec l'ensemble des régions.

Le gouvernement du Québec met à la disposition des PME plusieurs programmes et leviers financiers efficaces pour les aider à chacune des étapes de leur parcours tout en tenant compte de leur réalité régionale. Je pourrai vous en parler plus longuement dans mes prochaines interventions. Pour l'instant, j'aimerais vous présenter quelques priorités de notre gouvernement pour dynamiser les régions. Ces priorités sont d'ailleurs dans le budget 2019-2020.

On a, entre autres, vous le savez, 400 millions dédiés à Internet haut débit. C'est un dossier qui est prioritaire. On a plusieurs acteurs qui travaillent à ce dossier. C'est essentiel que les 240 000 foyers qu'il reste à brancher soient branchés rapidement.

La transformation numérique des entreprises, malheureusement nos PME tardent à prendre le virage 4.0. On veut intensifier l'approche. On a déjà commencé à intensifier l'approche, à investir davantage dans l'industrie 4.0 pour pouvoir s'assurer que les entreprises prennent ce virage.

Ensuite, on veut augmenter les exportations, parce que c'est une source de revenus et d'augmentation de la prospérité de chacune des entreprises mais aussi de l'ensemble des régions. On veut travailler fort sur l'innovation. On l'a bien dit, des sommes sont allouées via les pôles d'innovation dans chacune des régions. Ces sommes iront en région. C'est nécessaire si on veut que les régions prospèrent et se démarquent l'une et l'autre.

Ensuite, on investit toujours en entrepreneuriat. À titre d'exemple, on supporte Femmessor, on supporte le Centre de transfert en entreprise du Québec. Si on parle de leadership, on a augmenté le budget de 7,2 millions pour quatre ans pour Femmessor, pour inciter les femmes à faire des entreprises, à faire de l'entrepreneuriat positif puis à prendre davantage leur place. On investit également dans la diversité un montant plus important. On crée des écoles en entrepreneuriat dans huit régions, on en a déjà quatre de mises en place, il nous reste quatre à mettre en place, pour que les entrepreneurs

soient mieux formés, soient mieux accompagnés, ça, c'est une priorité, chose qu'ils n'avaient pas avant, tout ça dans l'objectif de maximiser la performance du Québec partout sur le territoire. L'heure est venue de passer, on le sait, à Internet puis au mode 4.0.

Merci, chef de cabinet. Les programmes... C'est ça. On les a, les programmes. En ce qui a trait... J'ai envie pratiquement, en conclusion, de dire que notre gouvernement veut vraiment redonner la place aux régions, puis on ne veut pas imposer nos façons de faire, mais on veut le travailler avec eux, tisser ce lien, pour qu'on puisse faire du développement par le bas. Le développement économique, pour qu'il prenne racine, il doit partir des régions, puis ça, c'est préoccupant et prioritaire pour nous.

• (10 h 20) •

Comme l'entrepreneuriat est l'une des clés de la réussite économique du Québec et de ses régions, nous devons continuer à développer et à mettre à la disposition des PME des leviers de développement efficaces afin de faciliter leur démarrage et leur croissance, croissance dans laquelle, d'ailleurs... Le parti qui était au pouvoir avant nous n'a pas investi dans la croissance des entreprises. On a fait beaucoup pour le démarrage mais très peu, malheureusement, pour la croissance, puis il manquait clairement d'ambition pour les entreprises du Québec dans le plan d'action qui a été développé par eux. Les entrepreneurs investissent dans de nouveaux créneaux d'activité, innovent dans les façons de répondre aux besoins, créent des emplois et contribuent ainsi à la vitalité du tissu social et économique et de ces régions. Nous nous sommes engagés à les soutenir plus efficacement.

Je tiendrais à dire également, pour répondre déjà à ce que le député de Nelligan mentionnait, pour nous, là, le leadership, c'est le travail d'équipe, c'est l'humilité de travailler avec les autres. Puis, l'équité entre les régions, j'en ai souvent parlé, on veut travailler dans le respect des spécificités de chacune des régions mais en le faisant dans l'équité interrégionale, pour que le Québec se développe adéquatement. Dans les 15 dernières années, on a vu des inégalités incroyables poindre entre chacune des régions. On a laissé le libre-marché, on a laissé... on a investi tous nos oeufs dans une seule région, au Québec. Puis là l'idée, c'est de dire : On peut-u investir partout au Québec, de mieux répartir la richesse, d'assurer une équité entre les régions, de reconnaître l'apport considérable que chacune des régions peut avoir? Puis c'est ce qu'on fait aussi en encourageant des programmes comme les programmes ACCORD, en soutenant la table des entrepreneurs, la table d'entrepreneuriat, qui regroupe l'ensemble des régions. C'est toutes des initiatives qui nous préoccupent.

Les libéraux ont saccagé et abandonné les régions. Nous, on doit rattraper le temps perdu. Et vous pouvez compter sur moi, sur mon courage, le courage de mes équipes pour aller de l'avant avec ça. Vous ne serez pas déçus. Merci, Mme la Présidente.

Argumentation

La Présidente (Mme IsaBelle) : Merci, Mme la ministre. Nous allons maintenant procéder en alternance aux interventions de cinq minutes selon la séquence suivante, c'est-à-dire un député de l'opposition, la ministre va répondre, et ensuite un député du groupe du gouvernement. Et c'est en alternance comme ça pendant cinq séries.

Alors, nous commençons par le député de Nelligan. Mais avant je tiens à vous faire... signaler qu'il y a le minutage en haut, et à une minute de la fin de votre cinq minutes Anik vous le signale. Ça vous va? Parce qu'il faut vraiment respecter les cinq minutes, s'il vous plaît.

Alors, nous commençons avec le député de Nelligan. Vous avez la parole pour cinq minutes.

M. Derraji : Merci, Mme la Présidente. Écoutez, j'ai été de bonne foi, lors de ma première intervention, j'ai donné beaucoup de chances à Mme la ministre. Mme la ministre a préféré lire ses notes, et à m'expliquer un peu sa vision, et à revenir toujours à utiliser la même phrase des 15 dernières années. Je lui dis que le gouvernement élu le 1er octobre est un gouvernement caquiste. Je ne m'attends pas, aujourd'hui, à avoir des réponses du 15, parce que ce n'est pas pour moi, à qui elle parle, elle parle aux régions.

Je vais rectifier plusieurs faits. Et j'espère qu'à la fin on va s'entendre qu'il n'y a plus d'équité entre les régions, qu'il n'y a plus de respect des régions et il y a une égalité incroyable. Et la première avec laquelle je vais commencer : l'absence des députés caquistes de la Capitale-Nationale lors de la discussion des crédits budgétaires de la Capitale-Nationale. Si on est intéressé par une région, ça nous tient à coeur, on vient, on assiste, on défend la région, on pose les questions, même, au ministre responsable, parce que ça nous tient à coeur. Et je tiens à rappeler à Mme la ministre que Montréal est une région parmi d'autres et que son rôle, c'est être là, aujourd'hui, pour répondre à nos questions, qui sont des questions légitimes.

Je tiens aussi à rappeler à Mme la ministre, qui nous dit qu'on a délaissé les PME... C'est très simple, voir la performance d'Investissement Québec, qui travaille avec nos PME, c'est historique, et je vais vous l'annoncer : 7,2 en 2017, 8,2 en 2018. J'ai hâte à voir 2019. Et j'espère que ça va être plus que 8,2.

Maintenant, parlons d'équité régionale. Première question : Est-ce que Mme la ministre est à l'aise, au Conseil des ministres, quand on parle des maternelles quatre ans? Est-ce que Mme la ministre, aujourd'hui, sait que... elle-même qui a appuyé le réseau, le réseau des garderies en milieu familial dans sa région, va avoir le courage d'aller leur dire que l'étude d'impact économique de la décision mur à mur de la maternelle quatre ans va appauvrir des familles, premièrement, dans les régions, va mettre au chômage des femmes qui gèrent ces petites entreprises, et que, là, l'État va commencer à concurrencer dans ce secteur?

Et, si jamais la ministre n'a pas le document devant elle, je vais lui partager l'analyse d'impact réglementaire. Et j'espère qu'elle va avoir le courage de me dire ça a été quoi, sa réponse à son collègue, du moment qu'elle travaille dans le respect, du moment qu'elle travaille dans la collégialité avec son collègue ministre de l'Éducation. La décision mur à mur de la maternelle quatre ans va appauvrir, avec le scénario de 80 %, 2 317 services en milieu familial, 2 317.

Parlons des garderies non subventionnées. Est-ce que c'est des PME? J'aimerais bien que Mme la ministre nous réponde. Est-ce que les garderies non subventionnées, c'est des PME ou pas?

Une analyse qui ne dit pas une seule fois le mot «région». Moi, j'aimerais voter au sein du Conseil des ministres. Si je suis là pour défendre des intérêts les régions, et il n'y a aucun mot par rapport à mes régions, je vais être le premier à dire : Arrêtez ça, là, ça n'a pas... aucun bon sens. Dans ma région, ma propre région, je ne vais pas avoir les arguments nécessaires pour aller dire aux garderies non subventionnées, pour aller parler aux garderies en milieu familial que cette décision va les affecter.

Je vais continuer avec les scénarios. Le scénario des garderies non subventionnées, le scénario à 80 %, on parle de l'abolition d'environ 910 postes. Elle est où, l'équité? C'est l'inégalité entre les régions. Ça, c'est clairement une des pires décisions, antiéconomique et antirégions. Pourquoi? Parce qu'on veut sauver uniquement un siège d'un premier ministre. C'est ça, pour moi, le manque de leadership. Moi, ce que je m'attends, aujourd'hui, là, c'est quelqu'un qui va se lever, au sein du Conseil des ministres, Mme la Présidente, et dire : Ça suffit, on va droit au mur avec ces décisions injustes, c'est une décision inéquitable.

Et, en plus, j'aimerais bien que Mme la ministre nous partage l'impact économique. Du moment qu'on parle du développement économique, du moment qu'on parle de PME, Mme la Présidente, j'aimerais bien, aujourd'hui, savoir Mme la ministre a dit quoi lorsque le ministre de l'Éducation a proposé les garderies... les maternelles quatre ans. Ça a été quoi, sa réponse économique? Et elle est prête quoi aux régions qui vont perdre des postes? C'est ça, la réalité.

L'étude d'impact, elle existe, et je suis prêt à la déposer, si jamais Mme la ministre n'a pas eu le temps de la lire. C'est une analyse d'impact réglementaire.

Donc, ma question, aujourd'hui : C'était quoi, la réponse...

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci. Merci, monsieur. Alors, la parole est maintenant donnée à la ministre.

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Je trouve ça vraiment intéressant, Mme la Présidente, que le député de Nelligan aborde la question des maternelles quatre ans puisque, pour moi, les maternelles quatre ans, contrairement au député de Nelligan, c'est un vecteur de développement économique des régions, vecteur de développement économique pour deux raisons. Première raison : on va éviter de fermer des écoles dans les petites communautés puisqu'on va avoir un nombre d'enfants dans les classes supplémentaires, ce qui va peut-être faire en sorte que des écoles comme à Sainte-Lucie-de-Beauregard, dans mon comté, vont demeurer ouvertes. Un. Deux : dans une commission scolaire comme Côte-du-Sud, actuellement, les enseignants peinent à avoir des postes à temps plein. Ils ont des postes à temps partiel, ils doivent quitter, migrer vers d'autres commissions scolaires, plus urbaines, pour travailler dans ce qu'ils aiment, pour réaliser leur passion d'être enseignants. Pour moi, c'est inacceptable.

Moi, je veux que dans les régions comme Côte-du-Sud il y ait des postes de qualité. Notre gouvernement veut créer des emplois de qualité, puis être enseignant, c'est un emploi de qualité. Puis on peut pouvoir occuper notre territoire puis d'utiliser les enseignants pour enseigner à nos enfants. Les maternelles quatre ans, c'est pour prévenir les problèmes, permettre aux enfants d'avoir une égalité des chances partout pareil sur le territoire. Qu'on soit en milieu rural, qu'on soit en milieu urbain, tout le monde doit avoir la même égalité des chances et pouvoir prévenir les problématiques, avoir accès à des spécialistes, comme l'orthophonie, de manière équitable pour tous. Pour moi, les maternelles quatre ans sont clairement une mesure pour occuper notre territoire, offrir des emplois de qualité et permettre à des écoles dans des petites communautés de rester ouvertes.

On sait que, dans des petites communautés, quand l'école ferme, les familles s'en vont, les familles s'éloignent, les familles vont vers les milieux urbains, vont là où ils peuvent offrir le meilleur service à leurs enfants. Pour moi, Mme la Présidente, c'est inacceptable qu'en ce moment on vive, au Québec, la fermeture des écoles, que le gouvernement précédent n'ait pas eu de vision par rapport à l'avenir des écoles dans les communautés. Pour moi, l'heure est grave, puis on doit intervenir. Ça fait partie de l'occupation du territoire. Et j'appuie et je soutiens le ministre de l'Éducation dans son approche puisque je sais que cette mesure de maternelles quatre ans peut aider à sauver certaines écoles en milieu rural qui sont plus pénalisées dans ce contexte.

• (10 h 30) •

Évidemment, on laisse le libre choix aux parents de choisir les maternelles quatre ans ou les services de garde. Pour nous, ce qui est préoccupant aussi, c'est qu'il y ait des places dans les CPE pour que les familles, peu importe où elles sont sur le territoire, puissent avoir accès à ça. Puis ça aussi, c'est, encore une fois, la création d'emplois de qualité, via des services de qualité pour l'ensemble des enfants sur notre territoire et peu importe la région où ils se situent. Puis on est prêts à intervenir en fonction des spécificités de chacune des régions. Je sensibilise d'ailleurs le ministre de la Famille à cet effet, concernant les CPE.

En terminant, ce que j'aurais envie de dire, c'est qu'on a aussi plusieurs mesures qui se sont ajoutées au cours des dernières années au niveau de... En fait, dans la dernière année, il s'est ajouté, à notre ministère, au MEI, plusieurs mesures de soutien qui démontrent à quel point on a un intérêt pour les régions. Je le mentionnais tantôt, les écoles d'entrepreneuriat du Québec, on en rajoutera quatre au cours des prochaines années. C'est notre gouvernement qui l'a fait. Pour chacune des MRC du Québec, on a prolongé de trois ans les fonds locaux d'investissement, dans chacune des MRC. On va aussi évaluer le programme, qui a été laissé à l'abandon au cours des dernières années, une évaluation qui va nous permettre de renouveler les approches de l'investissement au niveau local. Ça, c'est prioritaire. On prend les choses en main puis on y va de manière pragmatique.

Femmassor, je le disais tantôt, on ajoute 7,2 millions supplémentaires pour le fonctionnement et l'accompagnement sur quatre ans. MicroEntreprendre, dossier fort important et pertinent, MicroEntreprendre, microcrédit, 4 millions de dollars

pour aider les petits entrepreneurs qui veulent démarrer, développer leur potentiel. On fait du un pour un avec eux. Eux mettent 5 000 \$, nous mettons 5 000 \$. C'est magique, ce genre de mesure là. Ça aide encore plus les régions, parce que c'est souvent là que démarrent les plus petits projets puis qu'il y a le moins de moyens, surtout.

Il y a La Ruche qu'on soutient à 6,4 millions via le Secrétariat à la Jeunesse. Il y a 3 millions spécifiquement qui s'en vont dans les régions pour développer les plateformes. Ça, c'est superintéressant parce que ce ne sera pas une plateforme à Montréal pour tout le monde, ça va être une plateforme partout qui va... chaque région va pouvoir s'en développer une. Le CTEQ pour le repreneuriat en entreprise.

Donc, pour nous, c'est clair que c'est superimportant, les régions.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, Mme la ministre. Nous allons maintenant avec le député d'Orford, avec cinq minutes.

M. Bélanger : Merci, Mme la Présidente. Je tiens à saluer mes collègues. Mme la ministre, ça me fait plaisir.

Écoutez, je suis vraiment heureux d'avoir mon collègue député de Nelligan, aujourd'hui, parce que je le considère comme étant vraiment soucieux des régions, au niveau de son parti. Évidemment, c'est son premier mandat.

Lorsque j'ai lu l'interpellation, j'étais un petit peu choqué. Puis, non, je ne reviendrai pas longtemps sur les 15 ans, mais, par contre, ce qu'il faut comprendre, au niveau des 15 ans, c'est qu'il y a 15 ans Internet était l'investissement qui devait être fait dans les régions. Puis j'associe ça un petit peu à Hydro-Québec dans les années 40. Donc, on se situe au début des années 2000. On n'a pas d'Internet, c'est un peu comme ne pas avoir d'électricité, en région. Avoir Internet, c'est un prérequis pour le développement économique des régions. Bon, on a un plan à ce niveau-là.

Mais je veux peut-être faire une petite anecdote sur mon expérience personnelle. J'ai passé 30 ans en développement économique, surtout dans les grandes villes, mais en 2006 j'ai décidé d'aller m'installer dans la plus belle circonscription du Québec, qui est à Magog, et j'ai commencé à développer l'économie en région. J'ai développé un carrefour santé, créé 200 emplois. J'ai développé une école, une école avec une maternelle quatre ans, collée à un CPE, et le modèle fonctionne bien. Bon, vous me direz : C'est privé versus public, mais je peux vous dire que ça fonctionne très bien et ça aide beaucoup les enfants qui ont des difficultés d'apprentissage ou des enfants qui ont une douance et qui parfois peuvent trouver le temps un peu long en CPE, donc, au niveau de la maternelle, ils sont capables d'apprendre plus rapidement. Par la suite, j'ai été impliqué dans un projet de développement des technologies de l'information et des communications. On a créé 500 emplois.

Entre 2006 et 2008, savez-vous quel a été l'investissement du gouvernement du Québec dans tous ces projets-là? 175 000 \$. Et de peine et de misère. La vice-première ministre, Mme Thériault, était venue porter le chèque après quatre, cinq ans d'attente. Ça fait que je peux vous dire que, pour 40 millions d'investissement privé et la ville de Magog qui a investi 1 million, on a créé près d'un millier d'emplois, on a eu 175 000 \$ du gouvernement du Québec. C'est insuffisant. Ce n'est pas de cette façon-là qu'on va être capables de développer l'économie.

Bon, là, je veux en arriver à qu'est-ce que notre gouvernement va faire, ma collègue ministre du Développement régional, évidemment qu'on doit rattraper, en 15 ans, et là ça fait six mois qu'on est là. Je crois que le plan est quand même bien établi, mais on a surtout annoncé des investissements significatifs. On parle de 400 millions, Internet, mais c'est beaucoup plus que 400 millions, au niveau d'Internet, parce qu'on a le fédéral qui est un partenaire, donc lui, il apporte à peu près 400 millions, et il y a le privé. Ça fait que l'investissement, au niveau d'Internet, c'est 1,5 milliard, et c'est en cours.

Québec branché 1, vous me direz? Québec branché 1 est un projet... moi, je pense que c'est... je n'appellerai pas ça un fiasco, mais disons que ça manquait de beaucoup de rigueur. Le gouvernement a investi 100 millions, 100 millions. On a laissé les entreprises de télécommunications installer Internet en région sans avoir un devis de performance et sans avoir des critères de mise en place. Aujourd'hui, le résultat, on a des régions avec, un peu comme un gruyère, plein de trous, plein d'entreprises pas branchées. Bon, Québec branché 2 ou Internet haut débit, la deuxième phase va entrer en place à l'automne, et je peux vous garantir... J'en ai la responsabilité, je travaille avec ma collègue ministre et aussi le ministre de l'Économie. Donc, ce projet-là va faire en sorte que les entreprises vont pouvoir être connectées et vont pouvoir accélérer le développement économique.

Par la suite, on a aussi repris en place... repris en main les pôles d'innovation, les pôles d'innovation qui a été un projet qui a été lancé à la dernière minute, ma collègue ministre est après restructurer les choses, et c'est un projet qui va aller de l'avant au niveau des pôles d'innovation en région.

Je veux en rajouter aussi. Les zones d'innovation, les zones d'innovation, notre gouvernement a annoncé 320 millions d'investissement. Les zones d'innovation, ce n'est pas uniquement Montréal, hein, Sherbrooke, Québec. Donc, les régions vont sûrement bénéficier d'une enveloppe, sur les 320 millions, peut-être 50 %, on parle de 160 millions.

Donc, on est rendus déjà, là, rapidement, à 1 milliard d'investissement en région. Ça fait que, si vous me dites que c'est un manque de leadership de notre gouvernement, moi, je pense que notre ministre fait un job super, au niveau du Conseil des ministres, et les régions, en six mois, sont sur une très, très bonne lancée. Je vous remercie beaucoup, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci. Alors, nous allons avec... nous commençons la deuxième série d'interventions. La parole est donnée au député de Nelligan.

M. Derraji : Merci, Mme la Présidente. À chaque début de mon nouveau bloc, je vais faire un «check» aux énoncés de Mme la ministre.

Femmassor, c'est nous. Entreprendre ici, c'est nous. MicroEntreprendre, c'est nous. Les zones d'innovation, c'est nous. Les pôles d'innovation, c'est nous. Les écoles des entrepreneurs, c'est nous. Le CTEQ, c'est nous. Tout ça découle

du PAGE, Plan d'action gouvernemental en entrepreneuriat. Et je pense que la prochaine fois, quand on va vous préparer des notes, Mme la ministre, il faut ajouter la date, parce que, oui, tout ce que vous avez énoncé, Mme la ministre, a été déjà fait. Le Centre de transfert d'entreprise du Québec, c'est une idée du gouvernement libéral, qui, pour rappeler votre énoncé, les 15 dernières années... Je pense que, du moment que vous avez énoncé tout ça, là, les 15 dernières années, il y avait pas mal de choses très bonnes.

Je m'attendais aussi, Mme la ministre, au lieu de me lancer tout ça... Ma question, le bloc était sur l'éducation, était sur les maternelles quatre ans. Par contre, les réponses que j'ai eues, ça concerne l'entrepreneuriat. Donc, encore une fois, vous avez manqué au test de la réalité, à savoir votre leadership par rapport à la décision mur à mur des maternelles quatre ans. Vous ne m'avez pas convaincu que vous avez eu le courage de dire au ministre de l'Éducation : Ça suffit, ce n'est pas une bonne décision pour les régions.

• (10 h 40) •

Là, maintenant, je vais fermer le dossier de l'éducation, parce que je n'étais pas convaincu, malheureusement, par vos réponses. Je vais passer à un autre pôle et à un autre bloc qui m'intéresse beaucoup et qui frappe nos régions, c'est la pénurie de main-d'oeuvre, c'est la rareté de main-d'oeuvre. Et ce n'est pas la volonté qui manque.

Je vais vous partager un article, aujourd'hui, *Faute de main-d'oeuvre, Auguste réduit ses heures* : «Le manque de main-d'oeuvre oblige le restaurant Auguste à réduire ses heures d'ouverture. Le restaurant sera désormais fermé les dimanches soirs et les lundis.» Ça va être quoi, votre réponse, Mme la ministre, quand vous allez partir à Sherbrooke?

Recrutement à l'étranger : une nécessité. Quand nos PME se recyclent en agences de placement, quand nos PME partent à la rencontre pour combler leurs postes... *Inquiétante pénurie de main-d'oeuvre partout en Outaouais.* Et je rappelle que, pendant la campagne électorale, le premier ministre et plusieurs autres disaient qu'il n'y a pas de pénurie de main-d'oeuvre. *La pénurie de main-d'oeuvre pousse PersonneAide à fermer ses portes. Postes vacants en hausse et croissance économique en baisse. Des entreprises du Lac-Saint-Jean se tournent vers la main-d'oeuvre étrangère. Des travailleurs étrangers temporaires toute l'année.* C'est dans votre région, Mme la ministre. Moi, je trouve ça très alarmant. *Une pénurie de travailleurs touche le Bas-Saint-Laurent.* Oui.

La pénurie de main-d'oeuvre ne date pas d'aujourd'hui. Si ça va être ça, votre réponse, je vais vous dire d'emblée qu'on le sait, et nous avons mis en place une stratégie nationale de main-d'oeuvre où j'ai eu moi-même l'occasion de participer.

Donc, Mme la ministre, quand votre collègue de l'Immigration a pris la décision de jeter dans la poubelle 18 000 dossiers, quand votre ministre et votre collègue de l'Immigration a décidé de ne plus traiter les dossiers, sachant tout ce contexte, ça a été quoi, votre réponse à votre collègue? Ça touche les régions. Est-ce que vous avez applaudi la décision de déchiqueter les dossiers? Est-ce que vous avez applaudi la décision de ne plus traiter ces dossiers? Est-ce que vous avez applaudi la décision que, des travailleurs au Québec, sur le territoire québécois, on va les renvoyer? C'est des travailleurs pour nos PME.

Quand je demande le leadership, et je réponds à mon collègue d'Orford, que je respecte beaucoup, parce que c'est un homme d'affaires, et il sait plus que moi aussi cette réalité, c'est ça, le leadership, mon collègue député d'Orford. Pour moi, le leadership, c'est se lever, et, quand ça ne va pas, je vais me lever et dire à mon collègue : Ça suffit, il faut trouver des solutions pour notre région. Me répéter la cassette des 15 dernières années... Ce n'est pas pour moi, les réponses, c'est pour l'ensemble des régions du Québec. C'est les régions qui vous écoutent aujourd'hui.

Oui, vous avez dit, six mois, oui. Mais ça fait six mois. Vous avez eu des décisions, mais c'est quoi, les décisions? C'est les maternelles quatre ans, mur à mur. C'est quoi, les décisions? Déchiqueter 18 000 dossiers. La liste est longue. Le PAGE, au lieu de le mettre en application, on est en train de revoir... Vous avez parlé des pôles. Ils sont en attente, les pôles. Ce n'est pas grave, les régions, ils doivent et ils peuvent encore attendre.

Donc, j'espère, Mme la ministre, que cette fois-ci vous allez me répondre par rapport...

La Présidente (Mme IsaBelle) : Merci, M. le député. La parole est à vous, Mme la ministre. Et je veux juste vous demander de bien respecter le cinq minutes. Vous avez pourtant les signaux. Merci. Alors, Mme la ministre, à vous la parole.

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Merci, Mme la Présidente. Juste rappeler au député de Nelligan que Femmessor existe... a émergé de la Côte-Nord en 2001, donc avant le règne libéral des 15 dernières années. Le CTEQ existait avant. La seule chose qui est arrivée, c'est que le plan d'action l'a reconnu. Puis les zones d'innovation et tout ce qui est... émerge clairement... c'est vraiment un copier-coller de ce que M. Legault a démontré dans son livre. Donc, tu sais, je pense qu'à un moment donné il faut voir aussi la réalité en face, du côté libéral.

Je suis vraiment contente que le député de Nelligan aborde la question de la pénurie de main-d'oeuvre. Moi, quand j'ai commencé à travailler, en 1998, les chiffres étaient éloquentes et très clairs qu'en 2018, 2020, particulièrement en 2026, ça va être le plus gros «peak». On le savait déjà, en 1998, qu'on vivrait au Québec une pénurie de main-d'oeuvre particulièrement intense, vu, évidemment, le vieillissement de la population. Donc c'était évident qu'il allait manquer de joueurs sur le marché du travail, d'une part; d'autre part, qu'il y aurait moins de travailleurs aussi pour payer pour l'ensemble des services collectifs dont s'est doté le Québec, et dont nous pouvons être fiers, d'ailleurs. Mais il n'y a personne, malheureusement, depuis 1998, qui a planifié le coup.

On est un gouvernement... Pour moi, il est clair que le gouvernement a la responsabilité de prévenir, de prévoir, de déposer, de mettre en place une vision, quand on sait qu'il y a des enjeux comme le vieillissement de la population, comme la perte de vitesse causée par la démographie qui s'en venait, on le savait. Le gouvernement qui était en place avait 20 ans pour le faire. Qu'est-ce qu'il a fait, Mme la Présidente? Qu'est-ce qu'il a fait, le gouvernement précédent? Rien.

On est arrivés en poste depuis le 1er octobre. Mon collègue... Ça a été un sujet, la pénurie de main-d'oeuvre, que toutes les entreprises, toutes les entreprises nous ont parlé, en campagne électorale, dès notre arrivée en poste. Les entreprises nous en parlent encore. C'est important, on le reconnaît, notre gouvernement le reconnaît.

D'ailleurs, mon collègue à l'Emploi et à la Solidarité a mis dès les premiers jours de son mandat la Grande Corvée pour accompagner les entreprises à bien cerner leurs besoins et à y répondre immédiatement, dès que possible. On a la liste des emplois disponibles puis on cherche à les combler, à faire cet arrimage nécessaire pour les entreprises puis pour la productivité du Québec. Notre ministère, au ministère de l'Économie et de l'Innovation, on a la préoccupation et on l'intensifie.

Dans le budget, les mesures sont claires. Au niveau de l'automatisation, la robotisation, il faut mieux accompagner les entreprises à prendre le virage 4.0. C'est nécessaire. C'est par là qu'on va pouvoir aussi amoindrir l'effet de la pénurie de main-d'œuvre. Mais, évidemment, comme il ne s'est rien passé, au cours des dernières années, puis que le Québec ne s'était pas doté alors d'une vision claire pour contrer la pénurie de main-d'œuvre, on doit faire du rattrapage. On est encore sur notre pédalo, qui commence, qui essaie de ramer à l'endroit, là.

On a également... Par rapport à l'immigration, on l'a dit, on a été clairs, l'objectif est de mieux intégrer les immigrants et mieux accueillir. Pour les régions, pour moi, c'est anormal qu'on voit qu'à Montréal les immigrants ont un taux de chômage de 14,8 % quand c'est 5 % ailleurs au Québec. C'est inacceptable. On est en train de chercher des moyens pour attirer, des mesures incitatives pour attirer les gens en région, mais il n'y a tellement pas eu d'infrastructures. Au cours des 10 dernières années, le gouvernement a coupé les directions régionales en immigration dans chacune des régions. En stratégie électoraliste, quelques mois seulement avant les élections, on a ramené des agents d'immigration dans les régions. C'est inacceptable. On paie aujourd'hui le prix pour ça. Les régions paient le prix parce que les immigrants n'ont pas tendance naturellement à se diriger vers les régions. Lorsqu'ils débarquent de l'avion, ils restent à Montréal, évidemment, puisque c'est la région où ils arrivent. On doit mettre en place des mesures incitatives pour que les gens aient un intérêt. Puis il faut mettre, également, des mesures d'accueil et d'intégration. C'est ça qui manque en région. Mais le gouvernement précédent a tellement coupé dans les régions, en matière d'immigration, que tout le rattrapage est à faire, toute l'expertise qu'il y avait pour accompagner les immigrants a disparu.

Donc là, on est en mode rattrapage. On a investi, dans le dernier budget... mon collègue à l'Immigration a ramené des budgets supplémentaires dans chacune des régions pour faciliter cette intégration, cette francisation, cette intégration, cet accueil, pour que les gens aient envie de rester en région. Puis ça, c'est notre objectif. On veut faire la démonstration que, dans chacune des régions, on est en mesure de bien les accueillir et de bien les intégrer pour qu'ils restent ici, chez nous.

La Présidente (Mme IsaBelle) : Merci, Mme la ministre. Nous donnons maintenant la parole au député de Chauveau.

M. Lévesque (Chauveau) : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Je me permets de saluer l'ensemble des collègues présents ce matin. Et je suis très heureux de parler de développement économique régional, ce matin. Comme étant originaire de la Côte-Nord et avoir de la famille en Gaspésie et au Bas-Saint-Laurent, évidemment, c'est un privilège de pouvoir s'exprimer sur ce sujet-là.

Et ce matin nous sommes interpellés sur l'absence de leadership. C'est vraiment la façon que c'est libellé. Et je suis assez inquiet de voir les mots «absence de leadership», parce que, quand on se fait critiquer et taguer de cette expression, je présume que les personnes qui tentent de nous coller cette étiquette-là sont sans reproche.

Et je reprends un peu les propos du député de Pontiac. Lors de l'étude de crédits du ministère de l'Économie et de l'Innovation, volet Développement régional, qui a eu lieu le 18 avril dernier, le député de Pontiac nous disait qu'il y avait une absence d'outils pour accompagner les régions dans le développement de projets économiques d'envergure. Il est vrai que le gouvernement précédent, le gouvernement libéral, a mis la hache dans deux structures très importantes pour le développement économique régional, c'est-à-dire, tout d'abord, les conférences régionales des élus, les CRE, qui facilitaient le processus pour la réalisation de plusieurs projets. Donc, c'est évident que, quand tu mets ça de côté, tu te fais mal. Et il y a aussi un ex-conseiller en développement rural qui s'appelle... Je vais le citer. M. Pierre Lafontaine, dans la région de Lanaudière, nous disait : «On n'a plus rien. Rebâtir ça, c'est comme 30 ans de travail à refaire. Je trouve ça cavalier. On ne tient pas compte de la réalité des régions. On ne peut pas appliquer une logique urbaine en région.» Ça fait que, voyez-vous, quand on parle de développement régional, là, bien, les gens des régions, ils critiquent, ils critiquaient et ils le voient, qu'est-ce que les libéraux ont fait en cette matière.

• (10 h 50) •

Également, j'ai eu le plaisir d'être président du plus grand CLD du Québec, le CLD de Québec, et les libéraux ont aussi mis la hache dans le CLD. Écoutez, il y a 52 MRC qui ont aboli leurs CLD suite aux coupures du gouvernement libéral. Alors, quand on parle d'outils de développement économique régional, bien, le leadership s'est exercé, de l'autre bord, mais d'une façon négative. Et, honnêtement, moi, j'ai un énorme respect pour mon collègue de Nelligan, pour vrai, là, beaucoup, beaucoup de respect. Il était à la tête, P.D.G. des jeunes chambres de commerce du Québec de 2015 jusqu'à son élection, et je ne peux pas croire que les jeunes chambres de commerce du Québec étaient heureuses de la fermeture de ces outils de concertation là.

Alors, nos régions, c'est un peu, Mme la Présidente, comme des fleurs qu'on a arrêté d'arroser. On les a laissées tomber, on n'a pas travaillé pour elles, et là ce qu'on tente de faire, là, c'est de rétro-pédaler, là, de recommencer à les arroser et ajouter un peu de nutriments, un peu de produits, à ces belles fleurs là, parce que, c'est certain, il manque de ressources, et on empêche leur progression.

Je peux comprendre, moi, je suis d'accord avec le député de Nelligan, la région de Montréal est aussi une région importante, mais regardons un peu comment c'était à l'époque du gouvernement libéral. Il y avait 20 députés à Montréal; 17 de ces 20 députés là étaient ministres. Le poids politique des libéraux de l'époque était à Montréal. Est-ce que Montréal est important? Est-ce que la métropole est importante? Je ne le nie pas, Mme la Présidente, c'est très important, la région de Montréal. Mais, Montréal, il n'y a pas que ça, au Québec. Il y a l'ensemble de nos régions.

Alors, le poids politique des libéraux était là. D'ailleurs, il ne reste qu'un seul député, là, libéral, actuellement, si on prend l'est de Montréal, là, jusqu'au fin fond, là, jusqu'aux Îles-de-la-Madeleine, Mme la Présidente, il ne reste qu'un seul élu libéral. Alors, si c'était le parti des régions, je pense qu'ils auraient reçu un exemple... un mandat beaucoup plus fort de leurs électeurs. D'ailleurs, le chroniqueur Antoine Robitaille, Mme la Présidente, a été très clair, à *La Joute* : Maintenant, le gouvernement libéral... le Parti libéral, c'est le Québec Liberal Party of Montréal. C'est ça, actuellement.

Donc, j'espère que mon collègue de Nelligan... que je sais qu'en dedans de lui il a beaucoup de convictions pour le développement régional, c'est vrai, il n'y a pas de doute, il n'y a pas de doute là-dessus pour moi, mais j'espère qu'il va comprendre qu'on doit travailler ensemble pour améliorer la question. Et je reviendrai, dans ma deuxième intervention, tout à l'heure, Mme la Présidente, sur des exemples du leadership du gouvernement actuel et de la ministre au niveau du développement régional. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci. Alors, nous donnons maintenant la parole aux députés du deuxième groupe d'opposition, la députée de Rouyn-Noranda—Témiscamingue.

Mme Lessard-Therrien : Merci, Mme la Présidente. Je suis bien heureuse, aujourd'hui, de pouvoir parler de développement régional. Les entreprises de ma région font partie de la fierté que je ressens d'être originaire de l'Abitibi-Témiscamingue. La créativité, le talent de nos gens, les saveurs, la richesse de mon territoire m'impressionnent toujours.

Vous savez, le développement économique régional ne repose pas seulement sur les entrepreneurs et sur les consommateurs. C'est beaucoup plus que ça, c'est une vision de société. Permettre aux régions de se développer, ça demande une volonté politique réelle et concrète, ça demande une confiance en nos citoyennes et nos citoyens et leur travail acharné.

C'est évident que, pour avoir une recette gagnante en termes de développement régional, il faut minimalement trois ingrédients : les jobs, la main-d'oeuvre et les services. Évidemment, qui dit jobs dit besoin de main-d'oeuvre, et qui dit jobs et main-d'oeuvre dit services. Ces trois ingrédients, ils sont interreliés et interdépendants.

Au jour d'aujourd'hui, en région, on les a, les jobs. Je le répéterai encore une fois dans cette Chambre, l'économie de ma région a le vent dans les voiles. Il nous manque donc deux ingrédients essentiels dans notre recette : les services et la main-d'oeuvre. En termes de services, on parle de places en CPE, de logement, de transport en commun, services de santé, infrastructures de loisirs, etc. Et là c'est l'oeuf ou la poule. On développe les services pour attirer plus de main-d'oeuvre ou on attend d'avoir la main-d'oeuvre pour développer les services?

Et là je vais y aller avec un exemple très concret, on va parler le même langage que le gouvernement, on va parler business.

Vous savez, à Rouyn-Noranda, on a la seule fonderie de cuivre en Amérique du Nord, établie depuis 1927, de quoi enorgueillir notre premier ministre. Cette année, à la fonderie, un des importants défis, c'est la pénurie de main-d'oeuvre, notre deuxième ingrédient. Ils font des pieds et des mains pour trouver du personnel, mais plusieurs obstacles se dressent. Par exemple, à l'automne dernier, la fonderie avait signé un contrat avec deux ingénieurs qui venaient de l'extérieur de la région. Or, une semaine avant de commencer leur nouvel emploi, ils ont dû résilier leur contrat, faute de places en garderie pour leurs deux enfants. On se bute alors au manque de notre troisième ingrédient : les services. Ça, Mme la Présidente, ce n'est pas la responsabilité de la fonderie ou de n'importe quelle compagnie, c'est la responsabilité du gouvernement, d'offrir des services justes et équitables en région selon leurs besoins.

Et comment le gouvernement peut faire pour vraiment prendre le pouls concret de la région, pour connaître notre réalité? C'est là qu'arrive mon liant, qui fait en sorte que les trois ingrédients vont se tenir ensemble, et c'est la concertation régionale. La concertation régionale, c'est le fondement même de notre autonomie régionale, de notre capacité à se mobiliser pour déterminer ensemble quels sont nos besoins et c'est quoi, le meilleur moyen d'y répondre. Cette concertation-là, elle a eu des temps durs, Mme la Présidente. Et, je tiens à le rappeler, sans concertation régionale nos trois ingrédients essentiels au développement économique ont énormément de difficultés à s'arrimer ensemble.

Depuis cinq ans, les régions ont considérablement perdu voix au chapitre dans leur autonomie régionale, dans leur capacité à se concerter et à participer aux consultations du gouvernement pour des politiques qui répondent aux besoins des régions. Je pourrais vous parler de la loi n° 10, qui a entraîné l'abolition d'une centaine de conseils d'administration au niveau du réseau de la santé, qui a mis fin à l'engagement citoyen de plus de 6 000 personnes. Je pourrais vous parler aussi de l'abolition des forums jeunesse, qui a aussi mis fin à l'engagement citoyen de plusieurs centaines de jeunes, dans les régions, qui administraient des enveloppes importantes; l'abolition des conférences régionales des élus qui sont là.

Et, bon, je considère que c'est un peu ironique, là, que ce soient les libéraux qui demandent cette interpellation-là aujourd'hui, mais j'aimerais quand même qu'on se concentre sur ce que le gouvernement peut faire aujourd'hui. Et, en fait, j'entends beaucoup de bonne volonté chez la ministre. J'entends ce que vous me dites. Vous reprochez, vous aussi, l'abolition de ces conférences régionales là des élus, des instances de concertation. Vous le reprochez, mais vous n'en prenez pas acte. Il n'y a rien, dans les grandes orientations budgétaires 2019-2020, qui va dans ce sens-là, pour redonner de l'autonomie aux régions du Québec, pour ramener cette concertation-là. Et même, avec le projet de loi de l'uniformisation des taxes scolaires, on vient encore grappiller 900 millions dans les poches des commissions scolaires, qui étaient des revenus autonomes qu'elles-mêmes pouvaient ensuite administrer selon leurs besoins. Il y a comme une logique qui s'installe encore.

Moi, j'aimerais savoir : Mme la ministre, est-ce que votre vision du développement régional est partagée par votre premier ministre, et le développement des services aussi, en région, qui est un ingrédient essentiel au développement économique? C'est ça qu'on parle, quand on parle de leadership, aussi, c'est d'être capable de faire passer votre vision à votre Conseil des ministres et auprès de votre premier ministre. Moi, Mme la ministre, c'est là-dessus que j'aimerais vous entendre. Merci.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, Mme la députée. Alors, nous laissons la parole à la ministre.

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Merci, Mme la Présidente. Merci à la députée d'Abitibi-Ouest.

Une voix : ...

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Rouyn-Noranda—Témiscamingue. Excusez-moi, excusez-moi. Oui, je trouve très intéressant ce que vous apportez, Mme la députée, puisque c'est important d'avoir une vision en matière de développement régional, en matière de développement économique. Une vision, ça doit s'établir, ça doit se renouveler, puis je pense qu'on est à l'heure du renouvellement de cette vision, puisque malheureusement on est arrivé, au cours des dernières années, à éliminer, éclipser complètement... On ne voyait plus les régions, on ne les voyait plus sur le radar. Donc, comment pouvait-on avoir une vision des régions, quand on ne les voyait même plus? On ne préconisait que des gros projets, des projets pilotes, on y allait par projets pilotes, on a coupé les directions régionales de plusieurs ministères dans une majorité de régions.

Tous les ministères ont été très centralisés. Depuis 50 ans, on veut décentraliser, mais ce qui arrive, au final, c'est de la centralisation à outrance. Puis ça s'est passé au cours des derniers mandats, où on a coupé la direction de l'immigration, la direction de l'éducation, entre autres, dans les régions. Donc, il n'y avait plus d'input régional au sein même du gouvernement, au cours des dernières années.

• (11 heures) •

Évidemment, ce que ça a eu comme impact, c'est que la voix des régions n'était plus là, la voix... les préoccupations puis les subtilités régionales n'ont pas pu être imposées dans la vision. Ça a créé énormément de centralisation, de pertes pour les régions, de perte de sens. Les acteurs régionaux nous parlent de perte de sens, nous parlent de manque de moyens criant dans les régions, vous l'avez soulevé. Puis ce qu'il manque, puis ça, je suis d'accord avec vous, c'est les lieux de concertation puis les endroits pour communiquer, afin de résoudre les problèmes qui ont été occasionnés au cours des 15 dernières années. Puis ça, ça a été là, les moyens qui ont été coupés.

Puis il manquait aussi... L'autre élément que j'ajouterais à ce que vous avez mentionné, c'est l'ouverture du gouvernement à faire en sorte que les acteurs régionaux se parlent. Ça, on est en train, via ma tournée... On fait la tournée de l'ensemble des régions du Québec, comme je le mentionnais tantôt. Mon objectif, c'est d'entendre ce que les régions ont à dire pour établir une vision renouvelée et innovante du développement régional. On est encore... On a beaucoup... Les CLD avaient leur place, en 1997, quand ils ont été créés, mais est-ce qu'on peut se donner... Puis c'est là que notre gouvernement se positionne, c'est : Est-ce qu'on peut se donner une vision renouvelée de ce développement des régions? Comment on accompagne? Comment on travaille avec ce qui reste puis qu'est-ce qu'on met autour pour s'assurer que chaque région ait la même chance de développement puis qu'il y ait une équité interrégionale? Puis c'est là qu'on est en train de travailler, en consultant les gens. Puis les gens sont tellement contents qu'on aille les rencontrer. Ça faisait 15 ans qu'ils disaient ne pas avoir d'écoute du gouvernement. Là, ils ont l'impression... Et ils ont l'écoute, puis maintenant il nous restera à agir.

L'objectif est d'arriver avec une véritable stratégie de développement économique régional, mais il faut se donner le temps, parce que c'est comme si on arrive dans un désert, en ce moment, dans les régions, tout est saccagé. Comme disait mon collègue, il faut l'arroser, il faut mettre de l'engrais. C'est important. Puis il faut s'assurer que les gens se parlent. Encore hier, j'étais en Chaudière-Appalaches, pour les Grands Prix du tourisme, les gens disaient : Les gens ne se parlent plus. Il faut rebâtir les liens, il faut recréer, retisser ces liens-là. Puis, si notre gouvernement peut les aider, nous allons le faire. Nous allons le faire, certainement, de recréer ces liens-là.

Autre élément fort important : l'accompagnement, une porte d'entrée pour les entrepreneurs, une porte d'entrée pour les acteurs. En ce moment, particulièrement pour les entrepreneurs, le cas typique, dans notre ministère, au niveau des PME, c'est qu'on s'aperçoit que les entrepreneurs ne savent pas où aller chercher les services. Ils ont des beaux plans d'action, on a des belles mesures, mais les entrepreneurs ne savent pas où aller chercher les services, ils ne savent pas que ça existe. Ça fait que comment on fait connaître? L'intérêt de la communication, de la diffusion des programmes, donc, ça aussi, c'est une préoccupation que j'ai, en faisant cette tournée, actuellement, des régions, de s'assurer que les programmes soient connus. Il y a les moyens, notre gouvernement offre les moyens, mais souvent les entrepreneurs ne le savent pas. Ça fait que qu'est-ce qu'on fait? Au niveau des MRC aussi. Oui, les régions administratives, mais aussi les MRC, qui sont importantes pour nous, qui sont des acteurs incontournables.

Notre objectif est vraiment d'assurer une porte d'entrée, entre autres, pour les entrepreneurs, puis en espérant que tout le monde veuille participer. Puis, en fait, c'est ce que les gens disent : On a besoin de cette concertation, qu'elle soit locale ou régionale, pour faire évoluer les régions. Puis, en ce moment, on est en train de mettre en place les conditions gagnantes pour que cela se produise. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, Mme la ministre. Nous allons maintenant avec la députée de Labelle pour cinq minutes.

Mme Jeannotte : Alors, merci, Mme la Présidente. Je vais procéder aux salutations d'usage. Chers collègues ministériels, merci, chers collègues de l'opposition et membres de la fonction publique, mesdames et messieurs, merci de me laisser la parole.

Vous savez, le développement économique régional, je l'ai dans l'ADN. J'ai travaillé, au cours des 17 dernières années... j'ai eu la chance de travailler en développement économique régional via Développement économique Canada, une agence de Développement économique Canada, donc, pour le Québec, pour la région du Québec.

On parle de leadership. Mon collègue de l'opposition, le député de Nelligan, nous accuse un petit peu, là, de ne pas avoir de leadership. Eh bien, vous savez, moi, pour avoir travaillé dans ce domaine-là pendant les 17 dernières années,

je peux vous dire que, malheureusement, on a laissé beaucoup trop de place au gouvernement fédéral. Et j'oserais dire que c'est le Parti québécois qui a, lui, mis en place les CLD, parce que ce sont les SADC qui, au départ, prenaient le plancher puis qui occupaient toute la place, et c'était grâce au financement du gouvernement fédéral. Et heureusement que, par la suite, les CLD sont arrivés sur le terrain. Moi, je pense que ça prend un certain culot pour dire que le développement économique régional n'a pas été assumé, surtout quand on est du Parti libéral. Et je m'explique.

Vous savez, nous, ça fait huit mois et trois jours qu'on est au pouvoir. Bien, je vais vous donner des exemples concrets, M. le député de Nelligan, dans ma propre circonscription de Labelle et des Laurentides. Premièrement, le dernier budget, là, on parle de 4,2 milliards seulement pour la région des Laurentides. Donc, ça, si ce n'est pas du leadership, je ne sais pas c'est quoi. Je vais vous donner d'autres exemples très, très concrets, je vais vous parler des infrastructures, Mme la Présidente. La 117, ça fait 15 ans qu'on a des leaders, des maires, le maire de Lac-des-Écorces, notamment, qui fait les journaux parce qu'il se débat pour cette infrastructure transcanadienne, puis qui n'est pas encore réglé. Eh bien, en 2011, il y avait une étude qui était là, mais le gouvernement libéral a dormi, a dormi pendant sept ans, et il n'a rien fait. Et cette infrastructure n'a pas été mise au PQI avant le printemps 2018, Mme la Présidente, une mesure purement électoraliste par un ministre libéral.

Alors, vous savez, Mme la Présidente, quand j'entends parler qu'on n'a pas de leadership, je m'excuse, mais ça ne passe pas. Nous, ça fait huit mois qu'on est au pouvoir, et la 117 est inscrite au PQI. Et, concrètement, non seulement on parle d'argent, mais on parle également de présence sur le terrain. Mme la Présidente, le comité SOS 117, qui défend la 117, a rencontré le ministre Bonnardel pas plus tard qu'au mois de mars dernier. Ça, c'est du leadership. Des ministres qui sont sur le terrain. Mme Sylvie D'Amours, qui représente toutes les Laurentides, elle est sur le terrain avec M. Bonnardel. Ça, c'est du leadership. Mes ministres... Mme Proulx fait du développement économique régional, elle rencontre les gens dans le secteur des forêts pas plus tard qu'il y a un mois à Sainte-Agathe. Ça, c'est du leadership. Ma ministre du Tourisme...

La Présidente (Mme Isabelle) : ...juste au cas où vous renommez un autre ministre par son prénom et son nom, je vous invite à nommer par leur titre les ministres.

Mme Jeannotte : De toute façon, la liste est tellement longue, Mme la Présidente. Je m'en excuse. Mais nos ministres sont sur le terrain. Et ça ne fait seulement que huit mois que nous sommes là, et j'en suis très fière.

Donc, au niveau des infrastructures, je vais juste revenir finir là-dessus, pratique-pratique, là, nous, on a des interventions très, très, très concrètes. Là, là, cet été, 2019, là : le réaménagement de l'intersection de la rue Principale à La Conception, le réaménagement de l'intersection du parc industriel à Rivière-Rouge. On a le déboisement du recul de la paroi rocheuse et de l'asphalte sur 2,7 kilomètres à Lac-des-Écorces. On agit concrètement dès 2019. Et cette infrastructure-là est au PQI, et puis je peux vous dire que je travaille ce dossier-là très fort.

Je vais continuer dans les exemples concrets. Vous savez, le Parti libéral a dévitalisé nos régions. J'ai 27 municipalités dans mon comté, Mme la Présidente, et tous les maires sont unanimes, les régions ont été dévitalisées. Ça s'est décentralisé vers Saint-Jérôme.

Je vais vous donner un exemple concret. La semaine dernière, Mme la Présidente, j'ai annoncé 7,3 millions de dollars au nom de la ministre Mme McCann... ministre de la Santé, pardon, pour la buanderie de Rivière-Rouge. Eh bien, M. le député de Nelligan, la buanderie de Rivière-Rouge, c'est 30 emplois, pas des emplois au salaire minimum, des emplois bien payés. Et, quand on parle de vision de développement économique régional, c'est ça, notre vision de développement économique régional, des emplois qui vont être bien payés, qui vont être durables, parce que la buanderie de Rivière-Rouge...

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, Mme la députée. Vous avez...

Mme Jeannotte : Ah! j'aurais tellement aimé vous donner d'autres exemples! Ma liste n'est même pas terminée. Je vous remercie.

La Présidente (Mme Isabelle) : Vous étiez sur une belle lancée. Alors, nous allons maintenant à la quatrième série d'interventions, avec le député de Nelligan.

M. Derraji : Merci, Mme la Présidente. Donc, comme à mes habitudes, je fais un test de réalité. Je rappelle à Mme la ministre qu'elle s'est trompée de chiffre de taux de chômage, qu'elle a annoncé, de 14,8 % des immigrants. Je lui rappelle que ce chiffre est vrai, mais il y a 11 ans. Donc, en 2008, le taux de chômage des immigrants était de 14,8 %. Et, pour donner plus de précisions, le tableau de Statistique Canada 1410-008301 parle de ce chiffre, qui est de l'ordre de 8 %, et, pour être beaucoup plus précis en termes de chiffres et de faits, c'est 7,2 % pour Québec en entier en 2018, et que le taux d'emploi des populations immigrantes, parfois il dépasse la population locale. Donc, ça, c'est pour mon test de réalité.

Écoutez, depuis le début, dans ma présentation, j'ai insisté sur une seule chose. On n'est pas en campagne électorale, on n'est pas dans un débat télévisé ou un débat pour des candidats. J'ai demandé gentiment à Mme la ministre de nous dire qu'est-ce qu'elle compte faire, pas nous rappeler les mêmes cassettes et les mêmes réponses pendant la période de questions, 15 ans, saccagé... C'est les mêmes mots. Je peux les énumérer, mais, pour profiter de mon temps, je vais plus me concentrer sur mes questions. Donc, on n'est pas en campagne électorale. C'est les régions qui vous posent ces questions. Ce n'est pas le député de Nelligan, c'est l'opposition officielle. Et, si ça vous dérange à ce point-là, le leadership, écoutez, vous avez cinq minutes pour répondre, démontrez-nous votre réel leadership.

• (11 h 10) •

Et je salue la députée de Labelle, une région que je connais très bien. Bravo! Vous avez eu du leadership pour votre région. Bon, si la députée de Labelle dit que son gouvernement va faire plus, car plusieurs projets sont inscrits au PQI,

j'aimerais bien lui rappeler que le Centre mère-enfant de Sherbrooke était inscrit dans le PQI, mais la ministre de la Santé a repoussé ça en 2025. Est-ce que vous avez compris maintenant pourquoi il y a l'inégalité entre les régions? Probablement vous avez plus d'écoute, Mme la députée de Labelle. Bravo! C'est ce qu'on espère et ce qu'on souhaite pour l'ensemble des régions. C'est ça, le test de la réalité. Et, si ça dérange, ces interpellations, et si la question de leadership dérange, on va continuer à la faire, parce qu'on est là pour défendre les régions. Je ne suis pas là en campagne électorale, pour répondre au député de Chauveau. On n'est pas là en campagne électorale, on est là pour répondre à des questions des régions.

Vous êtes au pouvoir depuis octobre. Qu'est-ce que vous êtes en train de faire? C'est quoi, le leadership que la ministre du Développement économique régional est en train de faire? Elle prend la défense de quelles régions?

Encore une fois, jusqu'à maintenant je n'ai pas eu aucune réponse concrète à deux problématiques que j'ai soulevées. La première, les maternelles quatre ans mur à mur, on me répond une ligne entrepreneuriale que je connais par coeur. Je rappelle à Mme la ministre que je connais par coeur le PAGE. Deuxièmement, la rareté de main-d'oeuvre, la pénurie de main-d'oeuvre, aucune réponse concrète. C'est ça, le leadership que je veux.

Et, encore une fois, on peut défendre notre région par notre présence. Je rappelle au député de Chauveau qu'il y avait des discussions autour de la Capitale-Nationale, il y avait des discussions. J'aimerais bien savoir il était où, le caucus de la Capitale-Nationale, lors de ces échanges de crédits. C'est ça, le leadership.

Donc, encore une fois, c'est les régions qui vont vous juger, ce n'est pas le député de Nelligan ni l'opposition officielle. Nous sommes en train de jouer notre rôle. Et si, pour M. le député de Chauveau, il ne pense qu'à Montréal, qu'à Montréal, qu'à Montréal... Je n'ai jamais prononcé le mot «Montréal» aujourd'hui. C'est vous qui prononcez le mot «Montréal», c'est Mme la ministre qui a prononcé le mot «Montréal», que vous avez raté une rencontre à Montréal, parce que moi, je ne suis pas venu, aujourd'hui, parler de Montréal, je suis venu parler de l'ensemble des régions. C'est pour cela que je suis là, Mme la Présidente. Je n'ai jamais prononcé le mot «Montréal», jamais, jamais. Mais ce n'est pas moi qui vais juger, aujourd'hui, les réponses, c'est l'ensemble des citoyens, c'est l'ensemble de la population québécoise et c'est l'ensemble des régions.

Donc, encore une fois, Mme la Présidente, j'aimerais bien que Mme la ministre me rassure par rapport à son leadership au sein du Conseil des ministres. Jusqu'à maintenant, je n'entends que des slogans qui me rappellent la période électorale du mois de septembre : Vous n'avez pas fait, vous avez saccagé, vous avez coupé. O.K. Est-ce qu'on peut passer à autre chose? Est-ce que vous pouvez nous dire... O.K., nous, la population nous a punis. O.K.? Vous êtes au gouvernement. Vous êtes en train de faire quoi? Vous êtes en train de défendre les régions de quelle façon? C'est ça, le leadership. C'est ça, pour moi, le leadership.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, M. le député. La parole est maintenant à la ministre.

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Merci, Mme la Présidente. Je commencerais cette tranche de discussion avec une citation de Mme Céline Hervieux-Payette, sénatrice, qui disait : «Quand on est à court d'arguments, on peut se permettre d'insulter les gens.» On n'est pas loin de là.

Puis je vais ramener ce que j'ai dit en introduction, ça prend 17 fois pour que le message soit intégré. Ça fait que je vais répéter ce que j'ai dit tout à l'heure, je vais revenir avec mes arguments.

En éducation, au niveau des maternelles quatre ans, ce qu'on dit, c'est que les maternelles quatre ans...

Une voix : ...

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Oui? Est-ce qu'il y a quelque chose qui...

La Présidente (Mme Isabelle) : ...souligner qu'il y a eu...

M. Derraji : Écoutez, vous êtes tous témoins, je n'ai pas insulté. À court d'arguments? Je pense que mes arguments sont solides et qu'elle répond aux arguments. Je n'ai pas insulté, hein?

La Présidente (Mme Isabelle) : C'était une citation, de toute façon.

M. Derraji : ...

La Présidente (Mme Isabelle) : Parfait. O.K. Alors, je vous appelle d'être prudents et prudentes lorsque vous énoncez vos interventions. Ça vous va? Parfait. Nous poursuivons. Nous avons arrêté le temps. Nous poursuivons.

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : C'était une citation de Mme Céline Hervieux-Payette, non mes mots.

Donc, au niveau des maternelles quatre ans, ce n'est pas une mesure mur à mur. C'est une mesure où elle permettra la revitalisation de certaines communautés rurales, puisqu'elle permettra de garder des écoles ouvertes. Pour moi, c'est essentiel et nécessaire. Ensuite, elle permettra de créer des emplois mieux rémunérés parce qu'à temps plein, pour des enseignants, qui, au lieu de s'en aller vers la ville, vont rester dans certaines communautés rurales. Pour moi, c'est nécessaire et prioritaire. Cette mesure est tellement intéressante aussi pour les enfants eux-mêmes, puisque les enfants pourront bénéficier de meilleurs services dès le plus jeune âge, ce qui donnera un meilleur encadrement pour les enfants puis de meilleures possibilités de développement à plus long terme. Ça, c'est nécessaire pour les enfants du Québec.

Au niveau de la main-d'oeuvre, on l'a mentionné, on a la Grande Corvée. Notre objectif est d'accroître la participation au marché du travail, autant pour les immigrants avec le MTESS puis le MIDI. 1,7 milliard de dollars sera injecté sur cinq ans,

ce n'est quand même pas rien. On veut ramener, réinjecter des fonds vers les régions pour assurer cette intégration et cet accueil des gens. C'est nécessaire.

Ensuite, on veut mieux... Ensuite, il y a l'intérêt que les gens travaillent davantage ensemble. Comme on l'a mentionné, tout a été coupé, il faut rebâtir les ponts avec les gens, entre les élus, la société civile, entre les acteurs qui interviennent à tous les jours, tant auprès des entrepreneurs que le monde de l'éducation, le monde de la santé. Dans le milieu de la santé, on a fait un fameux modèle Maisonneuve-Rosemont partout à l'échelle du Québec. À Maisonneuve-Rosemont, dans le quartier, ça va très bien, ce modèle-là, mais ça ne s'applique pas à Rimouski, Mme la Présidente. Ça ne s'applique pas pour l'ensemble de la région du Bas-Saint-Laurent qui connaît des distances démesurées, où les populations sont dispersées sur un immense territoire. Il faut revoir ces façons de faire pour mieux occuper notre territoire, assurer un service pour tous. C'est notre objectif, c'est notre fondement. Puis mon travail, comme ministre déléguée au Développement économique régional, c'est de le rappeler continuellement puis de travailler avec l'ensemble des ministres pour qu'on travaille à occuper notre territoire, à assurer ce développement de l'ensemble des régions, pas seulement que d'une région, mais de l'ensemble des régions, pour assurer cette équité, cette occupation puis ramener ce sentiment de fierté partout au Québec. C'est nécessaire pour nous. C'est ça, le leadership.

Le leadership, c'est aussi d'être dans l'action, de travailler avec les gens. Quand on est dans nos tournées, ce que les gens nous disent : Enfin, on nous écoute, on ne fait pas qu'imposer des mesures. Avant, on nous imposait des mesures, puis ça, nous, on n'est plus capables. On est capables de créativité. Moi, je crois que les gens, ce sont les meilleurs experts de leur milieu, ce sont les meilleurs experts du développement de leur territoire. Il faut les entendre, les impliquer dans le développement. Puis c'est ce que les gens nous reconnaissent. C'est ça, le leadership, Mme la Présidente. Pour moi, cette écoute et cette participation conjointe, cette concertation, ce partenariat permet de développer puis d'assurer le développement pérenne des régions. Ça, pour moi, c'est nécessaire. Il faut se donner cette véritable vision.

On a aussi la question de la délocalisation des emplois. On a promis ça, puis c'est quelque chose qu'on va travailler, 5 000 emplois à créer dans les régions. Le budget le mentionne de nouveau également. Notre objectif est assez clair là-dessus. Évidemment, ça ne se fait pas en criant ciseau. Il faut s'assurer qu'il y ait des gens qui soient intéressés. Mais on veut créer des emplois de qualité en région, comme dans les écoles, on l'a mentionné, c'est la même chose, dans les emplois publics. On veut s'assurer que ces postes-là, c'est des postes de professionnels, des gens qui vont s'établir là. Ça permet aussi d'améliorer l'économie, la prospérité de chacune des régions, quand on a des emplois de qualité.

Puis c'est ce que notre premier ministre veut. Notre premier ministre a cette vision des régions. Il a ce désir d'assurer que l'ensemble des Québécois soient desservis dans leurs services. Pour nous, c'est prioritaire, on ne le dira jamais assez, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, Mme la ministre. Je veux prendre quelque temps pour répondre quand même à la demande du député de Nelligan. J'ai reçu l'information qu'on ne peut quand même pas dire des propos non parlementaires, même si on cite un document ou une personne. Alors, merci au député de Nelligan d'avoir porté cette attention.

Nous pouvons poursuivre avec le député, maintenant, d'Orford.

• (11 h 20) •

M. Bélanger : Merci, Mme la Présidente. Moi, je considère que le ton est quand même très constructif. J'aime bien le débat. J'adore les débats où le député de Nelligan participe, c'est toujours... Même chose avec les autres députés. Donc, je trouve qu'on avance.

Je voudrais revenir, par contre, à l'interpellation, qui dit : L'absence de réel leadership du gouvernement caquiste en matière de vitalité économique régionale. Bon, Montréal est une région, je l'accorde. Ça reste quand même que c'est une ville centre, c'est une métropole. Si on enlève Montréal de l'équation, ça fait combien? Ça fait 73 députés sur 75. Ça fait que, dans le fond, ce que vous nous dites, vous nous dites qu'il y a 73 députés qui manquent de leadership au niveau régional. Mme la ministre, députée de Côte-du-Sud, a, en termes d'équipe, 25 ministres sur 26 qui sont en région, et pour un total de 73 députés — je dis 72 si je l'exclus. Moi, je pense que c'est toute une équipe formidable. Ça représente un leadership vraiment, vraiment important.

Là, je veux en revenir avec nos investissements, mais, avant de parler investissements, j'ai un dernier point à mentionner sur Internet. Au début de la campagne, on est en septembre 2018, Radio-Canada dit la chose suivante, un article : «Le Parti libéral du Québec promet de brancher 100 % des Québécois à Internet haute vitesse d'ici 2020. [Est-ce] réaliste? En 2016, le gouvernement a annoncé le programme Québec branché. Deux ans plus tard, combien de foyers ont été connectés? Zéro.» Actuellement, j'ai hérité de Québec branché, et on est après faire les annonces. On en a encore pour à peu près un an ou deux sur un programme qui devait être branché en 2020. Je pense qu'en termes de leadership on n'a pas de leçons à avoir du parti qui était au pouvoir l'an passé.

Maintenant, Mme la Présidente, je voudrais en venir au niveau des investissements que nous prévoyons en région. Je reviens avec Investissement Québec. Vous savez qu'on va faire la transformation d'Investissement Québec de façon à le rendre plus performant en région.

Je reviens à mon historique. Entre 2006 et 2018, j'ai fait plusieurs demandes à Investissement Québec pour être capable de supporter les 40 millions qu'on investissait et le milliard d'emplois qui a été investi dans ma propre circonscription. Zéro réponse.

Notre gouvernement rajoute 1 milliard sur les 5 milliards déjà au niveau d'Investissement Québec en termes de budget. C'est une augmentation significative. On peut assumer qu'un très fort pourcentage de ces investissements-là seront en région. Au niveau des zones d'innovation, je reviens encore aux zones d'innovation, c'est 320 millions qui est annoncé au niveau du budget pour les trois prochaines années. La plupart de ces investissements-là vont se faire en région, près des universités. Internet haut débit, 1,5 milliard d'investissement au niveau d'Internet haut débit, notre partenaire du fédéral et le partenaire privé. C'est des investissements significatifs au niveau des régions.

Si je prends, exemple, des projets, on pourrait arriver avec des projets en région comme Kativik, 62,6 millions; le RCGIM, 3,4 millions. COGIM, au niveau des Îles-de-la-Madeleine, on parle d'investissement de plus de 20 millions. Basse-Côte-Nord, convention d'aide financière qui est déjà signée pour 11 millions. Saguenay—Lac-Saint-Jean, construction d'un réseau de 14 sites cellulaires, Saguenay—Lac-Saint-Jean, qui vont desservir 11 municipalités. Total : 7,5 millions. Je vais continuer. Abitibi-Témiscamingue, implantation d'un réseau de 32 sites cellulaires, en Abitibi-Témiscamingue, permettant de couvrir 700 kilomètres carrés, 15,4 millions. La convention a déjà été signée.

En parlant de convention, ma collègue la députée d'Antoine-Labelle m'avait invité à une conférence de presse, c'était, je crois, au mois de novembre, mois de novembre ou janvier, pour annoncer Internet haute vitesse en région, 50 millions, un projet de 50 millions. Le provincial investissait 13 millions. Les journalistes m'ont rencontré, ils disent : Ça a déjà été annoncé. Comment ça, ça a déjà été annoncé? Oui, les libéraux l'ont annoncé en 2017. Bien, je dis, la convention, elle vient d'être signée ce matin.

Ça fait que je pense que ça donne un exemple de leadership. On n'a peut-être pas de leçons à avoir en termes de leadership.

Et j'en reviens encore à vous confirmer que les 75 députés de la Coalition avenir Québec sont tous des leaders, et on a une priorité au niveau du développement de nos régions. Merci, madame.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, M. le député. Nous commençons la cinquième série d'interventions avec le député du troisième groupe d'opposition. La parole est à vous, M. le député de Rimouski.

M. LeBel : Merci, Mme la Présidente. Bonjour, tout le monde. Je ne reviendrai pas, là, par rapport à la période libérale, par rapport aux régions, ça ne donne rien. Mais, je vais vous dire, CLD, CRE, la CAQ, vous poursuivez dans le même sens que les libéraux ont fait, là. Il n'y a aucun changement sur le terrain, c'est la même chose. Vous n'avez pas donné plus de mandats aux CLD, vous n'avez pas plus créé la concertation régionale avec les CRE. Ma collègue de Rouyn avait bien raison, c'est la même chose. Par rapport... Même, en plus, le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, vous avez enlevé Occupation du territoire, c'est Affaires municipales et Habitation. C'est comme si l'occupation du territoire, maintenant, ce n'est plus un mandat. On l'a enlevé de là.

Maternelle quatre ans, je ne sais pas où vous prenez que la maternelle quatre ans, c'est une façon de revitaliser le monde rural, là. Vous allez m'expliquer ça, parce que, là, il y a bien, bien, bien des affaires autour de la maternelle quatre ans, mais c'est la première fois que j'entends ça. Je ne vois pas l'affaire. Puis pourtant les garderies, les CPE, c'est important, et actuellement on a besoin de ça. Et c'est très long, de remettre en place... donner des services de garde. Mais, s'il vous plaît, expliquez-moi ce que la maternelle quatre ans peut faire pour sauver l'école de village dans mon coin de pays. Je vais vous dire... En tout cas, j'ai hâte d'entendre.

La ruralité, je sais que ce n'est pas dans votre cour, mais on a aboli la politique de la ruralité. Moi, j'aurais apprécié que la CAQ revienne avec quelque chose du genre, tu sais. Mais, encore, les caquistes proposent des choses, là, les caquistes du Bas-du-Fleuve, puis vous avez été sur la photo, je vous ai vue, vous proposez que les régions rurales soient considérées comme des territoires privilégiés. J'aimerais ça avoir un plan sur le développement de la ruralité.

Il n'y a pas beaucoup de temps. L'économie bleue, même chose, on n'a rien entendu au dernier budget sur l'économie bleue. Pourtant, c'est important pour nos régions. J'aimerais ça savoir... Vous dites qu'il va y avoir une stratégie bientôt. J'aimerais ça savoir : Est-ce qu'il va y avoir une consultation? Puis c'est qui qui mène cette consultation, c'est où que ça se passe?

5 000 fonctionnaires en région, l'autre jour je vous ai parlé de 10 ans, vous disiez que vous ne le saviez pas, mais je vous ai montré que c'était vraiment... que c'était sur 10 ans. J'aimerais avoir le plan.

Internet, sept ans... Tu sais, vous parlez d'un pédalo. Un pédalo a beau pédaler par en arrière ou par en avant, mais ça reste un pédalo, ça ne va pas bien, bien vite. Ça fait que moi, là, Internet haute vitesse, sept ans, là, moi, je lâche le pédalo, ça prend un «speedboat», il faut que ça aille plus vite.

Cégeps en région, j'aimerais ça savoir c'est quoi, votre plan, parce que les gens des cégeps sont venus nous présenter des choses sur l'avenir des cégeps en région. C'est très important, les cégeps, les universités en région, le financement. J'aimerais ça savoir où est-ce que vous vous en allez avec ça.

La route 20. L'autre jour, vous m'avez dit, la route 20, dans le Bas-du-Fleuve, qu'il y avait une décision régionale d'aller vers la 85. C'est comme si... Puis, un, il n'y a jamais eu de décision régionale d'aller vers la 85. C'était une excuse des libéraux de ne pas le faire. Je vous invite à ne pas prendre l'excuse des libéraux. On est capables de faire la 20 puis faire la 85 en même temps, là. Dans les autres régions, on est capables de faire plusieurs routes, je ne sais pas pourquoi que dans le Bas-du-Fleuve il faut choisir. Puis on a une traverse de fromages à Trois-Pistoles qui fait qu'on retarde tout le trafic dans le Bas-Saint-Laurent. J'aimerais ça qu'on finisse par s'en sortir, qu'on rajoute, qu'on mette la 20 au PQI puis qu'on arrête de repousser ça à tout bout de champ.

L'autre chose que je voudrais voir, c'est de... j'y vais en rafale, j'y vais vite, mais j'aimerais ça avoir votre opinion aussi par rapport à la réforme du mode de scrutin. Ça se discute, présentement, puis c'est intéressant. Moi, je pense que la CAQ, les libéraux, Québec solidaire, on veut aller vers une réforme du mode de scrutin. Mais il y a de l'inquiétude, en région, sur le poids des régions, et j'aimerais ça savoir si la ministre, qui s'occupe des régions, a une opinion là-dessus.

Bref, ce que je trouve important, dans l'État québécois, quand on parle de régions, c'est horizontal. Tu sais, j'ai parlé d'économie bleue, j'ai parlé de ruralité, d'Internet, de cégeps, de transport. C'est plusieurs ministères qui ont ça, plusieurs ministres qui ont ça. Et j'aimerais... Quand on parle de leadership, un vrai leadership, c'est de s'assurer qu'il y ait un plan sur le développement des régions, qu'il y ait un plan, que chacun des ministères converge vers le même plan pour l'occupation de notre territoire, et je ne le vois pas. Je ne vois pas... Dans tout ça, il y a des enjeux qui sont majeurs. Je ne

vois pas c'est quoi, le rôle de la ministre régionale, la ministre qui s'occupe des régions, là-dedans. C'est quoi, son pouvoir de concertation des autres ministères pour faire en sorte qu'on arrête de travailler en silo puis que tout le monde travaille ensemble? Tu sais, je vous en ai nommé, là, certains éléments, et on devrait, si on veut avoir une vraie politique d'occupation du territoire, si on veut vraiment occuper l'ensemble de nos régions, faire du développement économique. On le sait, la population est vieillissante, dans les régions. Le taux de chômage baisse, dans les régions, mais ce n'est pas parce qu'on a créé de l'emploi, c'est parce qu'il y a beaucoup de personnes qui sortent du marché du travail. Ça fait qu'arrêtez de nous... vous péter les bretelles avec la baisse du taux de chômage. Il faut créer des emplois, il faut amener des immigrants en région, il faut amener du nouveau monde en région, faire de la revitalisation. Mais, pour ça, ça prend un plan. Et, actuellement, ce que j'ai l'impression, ruralité, économie bleue, Internet, cégeps, j'ai l'impression qu'on est tous en silo et qu'il n'y a pas vraiment de plan pour le développement des régions du Québec.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, M. le député. Nous allons maintenant avec la ministre.
• (11 h 30) •

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Merci, Mme la Présidente. Je trouve fort intéressante et pertinente l'allocation de mon collègue député de Rimouski. En effet, il y a beaucoup de pain sur la planche. Ça, il ne faut pas se le cacher. Je pense que vous avez fait un portrait, vous avez dressé un portrait de situation juste et réaliste, et c'est inquiétant, puis c'est ce qu'on travaille à faire à tous les jours, essayer de renverser la vapeur, évidemment.

Concernant les maternelles quatre ans, je pourrais peut-être vous rappeler qu'il y a un nombre minimal d'enfants par école pour maintenir une école ouverte. Ça, c'est des règles du ministère de l'Éducation qui ont été mises en place il y a quelques années. Puis, s'il n'y a pas le nombre d'enfants requis, puis particulièrement dans... Peut-être pas à Rimouski même, mais, dans le Bas-Saint-Laurent, plusieurs écoles sont sous le seuil, mais on maintient sous le respirateur artificiel quelques écoles de cette manière. Si on arrive à ouvrir des classes de maternelle quatre ans, bien, on aura un nombre plus élevé, qui permettra de garder les écoles ouvertes. Donc, c'est un calcul mathématique uniquement, là, ce que j'amène comme argument.

Puis l'autre idée... Vous le savez aussi, vous perdez des enseignants, des gens formés en Bas-Saint-Laurent, parce qu'il n'y a pas assez de postes complets, parce qu'il n'y pas de tâches pour les enseignants parce que les écoles sont trop petites. Donc, ça occasionne... ça amène vraiment un argument intéressant dans cette perspective-là.

Au niveau de la ruralité et de l'occupation du territoire, c'est évident qu'en travaillant avec les MRC, en travaillant avec les élus locaux, les élus régionaux, on travaille dans cette perspective de la ruralité puis on est très à l'écoute. Comme mon collègue d'Orford le mentionnait tout à l'heure, on est plusieurs députés provenant des régions puis on a tous cette préoccupation-là. À tous les jours, on se le rappelle et on avance en ce sens. Et notre objectif est d'avancer ensemble, de travailler avec les acteurs de la région. Pour moi, c'est la clé du succès. Ce n'est pas d'imposer des modèles, d'imposer des politiques, d'imposer des plans d'action. La stratégie de développement économique régional qu'on va mettre en place au cours des prochains mois va se faire avec les acteurs concernés. Puis vous avez raison, c'est une question d'approche horizontale. Comme dirait un de mes collègues, on va désiloter, hein, on va enlever les silos. Puis ça, moi, c'est une de mes préoccupations puis une des raisons pourquoi je fais de la politique aujourd'hui, c'est que, si on continue de travailler en silo, puis malheureusement les silos se sont solidifiés, au cours des dernières années, chacun est dans sa petite bulle... c'est comment on fait pour travailler en horizontal, parce que les problématiques que vivent les communautés rurales et les régions actuellement ne se règlent pas en silo. On n'a plus les moyens de l'État-providence, nous avons peu de moyens. Mais, comment on le travaille ensemble, on est créatifs, on est innovants.

Notre gouvernement, je le rappelle, pour les cinq prochaines années, c'est 715 millions de dollars qui vont être investis pour dynamiser les régions. Pour moi, ce n'est pas rien. On est près du milliard de dollars. Puis, s'il le faut, ça, ce n'est seulement que sur le budget maintenant, on pourra en remettre. C'est important, vous avez parlé de concertation, je l'ai mentionné tout à l'heure, je le répéterai, que c'est prioritaire pour moi. Tout le monde est préoccupé. Mes collègues au Conseil des ministres, j'ai des oreilles très attentives. Je vous rappelle que je suis aussi au Conseil du trésor, Conseil du trésor où se décident les grands enjeux, les grands projets, puis, pour moi, ça fait partie de mon approche. Je suis rendue la tannante des régions, mais la tannante des régions va devenir la cool des régions bientôt parce qu'on va travailler tout le monde ensemble, puis c'est pour les régions qu'on le fait, c'est pour l'ensemble des régions qu'on va le faire puis qu'on va le travailler ensemble. Je ne serai pas toute seule là-dedans, puis on va passer à l'action. Ne vous inquiétez pas, mon cher collègue. Pour nous, c'est prioritaire et nécessaire.

Donc, c'est ça, l'approche horizontale, c'est tous les secteurs. Moi, je crois aussi beaucoup à l'apport de la société civile, des élus puis des experts qu'il y a dans chacune des régions. Pour moi, l'innovation, puis ça, c'est un dossier qu'on n'a pas encore traité aujourd'hui puis qui me tient énormément à coeur, c'est comment amener l'innovation dans nos territoires puis dans nos entreprises, en l'occurrence, entre le milieu de la recherche, hein... nos régions connaissent, via les cégeps, via les universités, les CCTT, les centres de recherche, où est-ce qu'on innove, où les chercheurs ont une créativité incroyable... avec nos entreprises qui ont des besoins particuliers, mais, malheureusement, c'est souvent un dialogue de sourds parce que ce n'est pas les mêmes compétences entre le monde de la recherche et le monde des affaires. Donc, comment on fait, via... Entre autres, dans ce cas-ci, ce seront les pôles régionaux d'innovation qui auront ce mandat d'assurer le lien entre le monde de la recherche et les entreprises. C'est susciter cette chaîne d'innovation, rapprocher le monde de la recherche avec le monde de l'entreprise pour augmenter cette prospérité, au Québec. Pour moi, ce n'est pas rien, parce que ça n'a pas encore été fait...

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, Mme la ministre. Nous allons maintenant immédiatement avec le député de Chauveau. Merci.

M. Lévesque (Chauveau) : Merci beaucoup, Mme la Présidente. Tout d'abord, permettez-moi un commentaire à mon collègue estimé de Rimouski. Je lui rappelle... Parce qu'il apportait beaucoup d'éléments très intéressants, tout à l'heure, dans sa déclaration. Je lui rappelle quand même, j'ai eu le privilège de siéger, entre 2012 et 2014, et le gouvernement du Parti québécois était là. Il y a beaucoup d'éléments que le collègue mentionne, donc, son gouvernement a été là pendant 18 mois, qu'ils n'ont pas donné d'impulsion à ces projets-là. Je veux simplement le rappeler. C'est quand même intéressant, mais il y a un petit bout qui est comme ça.

Maintenant, Mme la Présidente, tournons-nous vers l'avenir. Le député de Pontiac critiquait, lors de l'interpellation au niveau des crédits, que la ministre n'a pas encore imposé sa vision, imposé sa vision, et qu'il avait hâte de connaître sa vision. Bien, moi, ce que réponds à ça, Mme la Présidente, c'est : La ministre prend le temps de faire une tournée des régions pour être capable d'établir correctement sa vision. Elle en a énoncé beaucoup, d'éléments, aujourd'hui, mais elle poursuit cette réflexion-là pour travailler par les régions, pour les régions. C'est important d'impliquer nos partenaires. Mais il y a une chose qui est sûre, Mme la Présidente, c'est qu'il y a quand même des visions qui s'affrontent, des visions qui s'affrontent entre l'équipe précédente et l'équipe actuelle. L'équipe précédente travaillait avec une logique du rapport Higgins, Martin et Raynauld, qui a été produit en 1971. Cette logique-là nous dit : Si on développe la ville centre, si on développe Montréal, si on développe vraiment notre métropole... ce qui n'est pas faux, il faut continuer à développer la métropole, je ne veux pas opposer les deux, mais, si on développe la métropole, c'est clair que les autres régions vont suivre. Il y a comme une impulsion créée par la ville centre.

D'ailleurs, dans le rapport, on disait, puis permettez-moi de le citer : «Nos options consistent à favoriser l'expansion de Montréal, à y stimuler les activités de développement, à renforcer la position concurrentielle de Montréal sur les [grands] marchés internationaux et canadiens, à encourager la déconcentration de Montréal vers [la] zone périphérique de façon à obtenir un certain nombre de villes de 100 000 habitants et plus, à multiplier les effets d'entraînement de Montréal auprès de la zone périphérique et des autres régions du Québec par une politique de croissance — distincte d'une politique de développement, Mme la Présidente — visant à intégrer les régions du Québec aux circuits montréalais et partant aux circuits canadiens et étrangers.» Bien, vous voyez ce que ça a donné. C'est ça que ça a donné, la vision économique du gouvernement libéral.

Je veux répondre à une autre question avant de poursuivre, Mme la Présidente. Le député de Nelligan, tout à l'heure, je me suis senti interpellé, il m'a demandé, il nous a demandé collectivement où étaient les députés de la Capitale-Nationale pour les crédits de la Capitale-Nationale. Eh bien, je lui réponds que le matin même, mercredi matin, j'étais en compagnie de la vice-première ministre et ministre responsable de la Capitale-Nationale pour l'annonce d'un programme qui s'appelle le Programme appui aux actions régionales, le PAAR. Eh bien, la ministre a annoncé une bonification de 5,8 millions à 10 millions pour la Capitale-Nationale. Ça fait que c'est là qu'on était, Mme la Présidente, on était à une annonce qui double les investissements au développement régional de la Capitale-Nationale. Ce n'est pas beau, ça? Eh bien, moi, je trouve que c'est intéressant.

Puis je veux être positif, Mme la Présidente, il me reste 1 min 30 s, il faut parler positif, le leadership de la Coalition avenir Québec et de la ministre en particulier, il y a plein de projets. Le développement de l'entrepreneuriat, il y a un 28,7 millions qui est prévu pour aider les organismes qui soutiennent l'entrepreneuriat. On va développer davantage d'écoles d'entrepreneuriat. Bien, nos régions se développent aussi à partir de petits entrepreneurs qui tantôt seront grands. Il y a beaucoup de ça.

Notre gouvernement veut travailler à Place aux jeunes. Je pense que le député de Rimouski est très sensible à ça. Il y a tellement de jeunes, dont moi-même, j'en suis... pas une victime, non, non, mais moi-même, j'ai quitté la Côte-Nord, Mme la Présidente, pour m'en aller vers Québec. Bien, il y en a tellement, de personnes qui font la même chose. Alors, il faut favoriser le maintien, idéalement, de nos jeunes en région.

Et je veux, en terminant, Mme la Présidente, vous dire que j'ai connu la ministre à l'époque du Conseil permanent de la jeunesse, il y a une vingtaine d'années, un petit peu moins, une quinzaine d'années. Et, à cette époque-là... Un autre organisme que la hache a été mise par les libéraux. Eh bien, à cette époque-là, elle avait déjà sa vision de développement économique régional, forte de sa maîtrise dans ce domaine-là, de l'Université du Québec en Outaouais, et je peux vous affirmer, Mme la ministre, qu'elle n'a pas changé d'un iota, cette vision, seulement bonifiée.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, M. le député. Nous laissons maintenant la parole au député de Nelligan. Il ne vous reste qu'une minute.

• (11 h 40) •

M. Derraji : Oui. Merci, Mme la Présidente. Je pense sérieusement qu'il y a un réel malaise par rapport au mot «leadership». Le mot «leadership» ne signifie pas exposer le C.V. de quelqu'un, le mot «leadership» ne veut pas dire parler d'une région en particulier. J'ai dès le début parlé de la transversalité. Aujourd'hui, là, ma proposition, c'est comment on peut tous ensemble répondre aux régions.

Vous avez pris l'habitude dès le début à répondre au député de Nelligan, représentant de l'opposition officielle. Je vous ai dit dès le début : Répondez aux régions, c'est les régions qui vous écoutent. J'aurais aimé voir des plans d'action. J'aurais aimé avoir du concret. Par contre, ce que j'ai entendu, depuis le début, c'est l'ancienne période. On peut passer à autre chose. J'aimerais bien que... Mme la ministre, il lui reste 10 minutes. J'espère que Mme la ministre va rassurer la population. Qu'elle oublie le député de Nelligan. C'est la population qui doit écouter ses plans, ce n'est pas le député de Nelligan uniquement. Aujourd'hui, je me porte voix des régions. C'est vous, les députés caquistes, que vous prononcez aujourd'hui...

Conclusions

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, M. le député de Nelligan. Merci. Nous en sommes maintenant rendus à la conclusion et aux deux dernières interventions, d'abord Mme la ministre, avec 10 minutes, et nous terminerons avec M. le député de Nelligan pour un autre 10 minutes. Mme la ministre, à vous pour 10 minutes.

Mme Marie-Eve Proulx

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Merci, Mme la Présidente. C'est avec une grande fierté que j'assume les responsabilités de ministre déléguée au Développement économique régional, car je sais que la vitalité économique des régions est une priorité de notre gouvernement. Nous voulons redonner plus de place aux régions et leur offrir davantage d'autonomie afin qu'elles puissent agir sur leur propre développement, que les régions deviennent des acteurs de leur changement, des acteurs, des leaders, elles-mêmes, de la prospérité économique du Québec. Nous allons poursuivre notre travail pour développer et mettre à la disposition des entreprises des outils de développement efficaces afin de faciliter leur démarrage, leur croissance et assurer leur existence à plus long terme. En fait, nous allons mieux soutenir les entrepreneurs à toutes les étapes du développement de leur entreprise.

Comme nous le savons tous, l'entrepreneuriat est l'une des clés de la prospérité économique du Québec et de ses régions. Il faut soutenir nos entrepreneurs, entre autres via les écoles d'entrepreneuriat du Québec, via des mesures comme le microcrédit, qui va aider l'ensemble des jeunes et des moins jeunes à développer des entreprises, à faire preuve d'audace.

Il est important que l'intervention du gouvernement soit modulée en fonction des spécificités de chacune des régions. Ça, je ne le dirai jusqu'à assez, puis vous pouvez compter sur moi, sur mon leadership pour mener ce message aux principaux concernés, aux acteurs locaux mais aussi aux acteurs gouvernementaux au sein même des ministères. Ainsi, la présence du ministère de l'Économie et de l'Innovation sur tout le territoire québécois, par l'entremise de ses 17 directions régionales, permet d'assurer une intervention selon les besoins spécifiques des régions. Et, avec Investissement Québec qui s'en vient, on va intensifier cette approche de travail au niveau des régions. Le ministère travaille en concertation avec les instances locales pour appuyer les clientèles et répondre aux besoins spécifiques du développement des affaires mais aussi avec une vision concertée de l'ensemble des régions. Les conseillers régionaux du ministère peuvent notamment offrir un accompagnement, un conseil stratégique et une intervention personnalisée auprès des dirigeants sur toutes les fonctions de l'entreprise. Et ça, c'est nécessaire pour que chacun continue d'exister comme entreprises et entrepreneurs.

C'est important aussi de soutenir les dirigeants dans l'élaboration de leurs solutions d'affaires, puis de développer leur propre vision, puis de s'assurer que les entreprises ne travaillent pas en vase clos, qu'elles travaillent aussi avec les acteurs régionaux. Je dis souvent, dans mes tournées, qu'une entreprise ne se développe pas et ne se déploie pas dans un désert social. Ça, ça veut dire que ça prend des services de qualité, ça prend des gens mobilisés, ça prend des activités pour les enfants, ça prend des écoles ouvertes pour les enfants, Mme la Présidente. C'est nécessaire. Et on va accompagner les milieux à mieux se développer pour s'assurer... puis que les entreprises travaillent avec le milieu également. Il en va de la vitalité économique des régions.

Le ministère, également, organise des sessions de formation et des réseaux d'entreprises. On en a parlé souvent, aujourd'hui, l'importance de la concertation, du réseautage, du travail ensemble. C'est nécessaire pour faire évoluer les régions. On a du rattrapage à faire, Mme la Présidente, puis c'est ce qu'on constate depuis mon arrivée en poste, il y a six mois. Mes collègues l'ont mentionné à maintes reprises, on a du rattrapage à faire. C'est difficile de parler de développement quand on a tout ce rattrapage à faire.

C'est important aussi, notre ministère est là pour ça, de soutenir les entreprises pour l'industrialisation 4.0. Ça, l'industrie 4.0, ça veut dire l'automatisation, robotisation, pour que les entreprises soient plus performantes partout au Québec.

Appuyer les entreprises au niveau de l'exportation, développer les marchés hors Québec. Le Québec a une position géographique enviable comme porte, comme ouverture vers les marchés européens, et vice et versa. On veut en profiter. Il faut en faire bénéficier à nos entreprises québécoises.

C'est important également de soutenir, fournir une aide financière en fonction des besoins des entreprises et des programmes existants. La réforme qu'on s'apprête à faire avec Investissement Québec va transformer le soutien économique, le soutien financier aux entreprises. Vous pourrez rester surpris à ce moment-là.

La vitalité des régions repose en grande partie sur l'implication des acteurs régionaux et des organismes locaux, de même que sur le dynamisme des entreprises, plus particulièrement des PME. On l'a assez dit aujourd'hui, mais je tiens à le répéter, puisque ça prend 17 fois avant qu'un message soit intégré.

L'entrepreneuriat est un puissant moteur de croissance et de création de richesse. Il permet de renforcer et de diversifier le tissu économique des régions par la création et le maintien d'emplois, par une innovation accrue. Il faut passer en mode innovation. Ça fait des années qu'on parle d'économie du savoir, mais on accompagne mal nos entreprises à assurer cette innovation pour qu'elles se démarquent. Nous devons se démarquer, au Québec. Puis c'est ce que notre gouvernement, notre premier ministre tient à faire pour les prochaines années, on veut se démarquer.

Puis aussi il faut développer des nouveaux secteurs d'activité pour mieux se positionner. Il y a plein de marchés qu'on ne connaît pas encore puis il faut être prêts en formant nos jeunes, en ayant une éducation de qualité, en développant des compétences aussi. Puis ça commence, entre autres, par les maternelles quatre ans, je tiens à vous le rappeler.

Le gouvernement du Québec met à la disposition des PME plusieurs programmes et leviers financiers efficaces pour les aider à chacune des étapes de leur parcours, tout en tenant compte de leur réalité régionale. Il y a un travail incroyable qui se fait de la part de la fonction publique, de la part des professionnels qui travaillent avec nous à tous les jours puis qui veulent faire évoluer le Québec, eux aussi, puis ça, c'est important de le souligner aujourd'hui.

Je rappelle les programmes qu'on met de l'avant au cours des prochaines années, puis ça, ça vient de nous. En six mois seulement, on a décidé d'aller de l'avant avec les écoles des entrepreneurs du Québec, qui visent à développer des compétences des entrepreneurs. On a réinvesti plus de 7 millions de dollars, au cours des prochaines années, en Femmessor. Après ça, il y a le réseau de mentorat qu'on continue de soutenir, même si ce n'est pas notre gouvernement qui l'a soutenu d'abord, parce que nous, la partisanerie puis les stratégies électoralistes, on essaie de mettre ça de côté pour faire évoluer le Québec.

Après ça, l'École d'entrepreneurship de Beauce aussi, qui est un modèle en soi, je pense, qui soutient des entrepreneurs aguerris, qui ont un niveau d'expertise inégalé, c'est un beau modèle, qu'on doit valoriser, au Québec. Ensuite, les centres de transfert d'entreprise, oui, ils sont là, mais il faut intensifier le repreneuriat et le transfert d'entreprise, au Québec, c'est nécessaire, puisqu'on est dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre. On ne peut pas parler uniquement de création d'entreprises. Il faut surtout miser, particulièrement en région, sur le repreneuriat, parce qu'il y a de belles entreprises qui sont appelées à disparaître, si on n'intensifie pas cet accompagnement, puis pour moi c'est très, très préoccupant.

Les fonds locaux d'investissement, qu'on a reconduits, Mme la Présidente, on a rajouté trois ans par MRC de fonds que les gens peuvent gérer chez eux. Puis on va évaluer le programme pour s'assurer qu'il réponde... que ce programme répond exactement encore aux besoins des entreprises et des responsables par MRC.

Femmassor, je l'ai dit. La démarche ACCORD, moi, qui me plaît énormément. C'est une démarche qui existe quand même depuis le début des années 2000 puis qui met en valeur des secteurs d'excellence dans chacune des régions, qui formalise des secteurs d'activité également, qui permet de pousser plus loin, qui facilite l'exportation puis l'innovation dans ces secteurs d'activité. Donc, c'est merveilleux. On doit continuer d'aller de l'avant avec ça. Il y a des réussites et des résultats fascinants.

Ensuite, dans le budget 2019-2020, évidemment, on a bonifié la capitalisation d'Investissement Québec, lui permettant d'intervenir davantage auprès des entreprises à partir de ses fonds propres, notamment sous forme de prises de participation. Ça, là, ça veut dire qu'on va avoir plus de marge de manoeuvre. Puis, dans notre approche, la place des régions est sine qua non. Ce n'est pas vrai que c'est en centralisant l'analyse de projets qu'on comprend les subtilités de chacune des régions. Puis ça, on l'a compris, dans Investissement Québec, puis ça, ça fait partie de notre leadership, Mme la Présidente. Pour moi, c'est clair qu'en intervenant directement dans les régions on se démarque des 15 dernières années.

Il y a eu des crédits supplémentaires de 36 millions de dollars sur trois ans pour le programme Essor, aux entreprises, un plus grand nombre de secteurs d'activité et de permettre la réalisation de plus d'interventions.

J'ai parlé tantôt du microcrédit, des projets MicroEntreprendre. On investit dans La Ruche dans chacune des régions, La Ruche qui est un modèle quand même fort intéressant, mais on met 3 millions de dollars pour que des plateformes locales et régionales se déploient partout sur le territoire.

Comme ça le démontre, il y a beaucoup, beaucoup, beaucoup de programmes, de projets. Les sommes sont là, ce n'est pas les moyens qui manquent. Ce qui manque, souvent, c'est la connaissance. Ça va prendre des vecteurs puis des synergies pour que ces ressources et ces mesures soient mieux connues dans chacune des régions du Québec et que les acteurs puissent en faire bénéficier soit les entreprises soit les organismes. Donc, nous, c'est là qu'on va miser. Notre stratégie, là, elle va être là beaucoup, parce que les moyens sont là, Mme la Présidente.

Mon collègue l'a mentionné, mon collègue d'Orford, 400 millions pour l'accès à Internet. On veut le faire rapidement, c'est l'électrification du XXe siècle. 400 millions plus les mesures fédérales et les entreprises qui vont aussi participer.

On en a parlé aussi, pénurie de main-d'oeuvre. On travaille fort à ce niveau-là, c'est important pour nous.

• (11 h 50) •

La Présidente (Mme IsaBelle) : Je vous invite à conclure rapidement.

Mme Proulx (Côte-du-Sud) : Je rappelle, mon mot final, c'est qu'on veut travailler en fonction de chacune des spécificités des régions puis dans un souci d'équité interrégionale. Pour moi, c'est nécessaire, et vous pouvez compter sur moi pour mettre de l'avant cette philosophie.

La Présidente (Mme IsaBelle) : Merci, Mme la ministre. Nous donnons maintenant la parole au député de Nelligan pour la dernière intervention. Vous disposez de 10 minutes.

M. Monsef Derraji

M. Derraji : Merci, Mme la Présidente. Écoutez, l'ensemble, mon interpellation, l'interpellation de mon groupe parlementaire aujourd'hui, j'avais... nous avons eu un souhait. Le souhait que nous avons eu, c'est, comme les collègues l'ont mentionné, c'est questionner le leadership. Mais questionner le leadership avec quelle façon? Pas en questionnant le C.V. de la ministre. C'est en cherchant une réponse : De quelle façon transversale la ministre déléguée travaille au sein de son Conseil des ministres? Malheureusement, Mme la Présidente, je n'ai pas eu de réponse convaincante. Je vais commencer avec la dernière de mon collègue de Rimouski : aucun mot, aucun mot sur la prochaine réforme du mode de scrutin. C'est une question légitime. S'il y a quelque chose qui va cibler les régions, c'est cette réforme. J'aimerais bien entendre — ça n'a pas été le cas aujourd'hui — Mme la ministre défendre les régions au courant des prochains jours. Et c'est ça, le leadership.

Parlons des maternelles quatre ans. Mme la ministre, j'espère qu'elle va avoir le leadership nécessaire et le courage d'aller dire à Mme Audrey D'Anjou, responsable du service de garde scolaire en milieu familial privé à Saint-Pacôme, de lui présenter l'étude d'impact de la maternelle quatre ans. La maternelle quatre ans aura un impact majeur sur le réseau des services de garde. Ce n'est pas nous qui le dit, c'est le ministère de l'Éducation, Mme la Présidente. On fait une analyse d'impact réglementaire qui ne dit pas une seule fois le mot «région». C'est ça, le leadership, Mme la Présidente. C'est que, quand on sait qu'une région ou des régions est menacé, on se lève et on critique. Et on peut partager la même vision avec Mme la ministre, parce qu'on n'est pas là en train de faire de la partisanerie, nous sommes là pour défendre l'intérêt des régions.

Je rappelle à Mme la ministre, le milieu familial va souffrir de la maternelle quatre ans. C'est des entrepreneurs, c'est des femmes en grande majorité. L'impact financier est de l'ordre de 202 millions de dollars. C'est la fermeture, Mme la Présidente, de 2 317 milieux familiaux. Au niveau des garderies privées subventionnées, encore une fois c'est des entrepreneurs, encore une fois c'est des employeurs. L'impact financier sur les régions, c'est 182 millions de dollars. C'est l'abolition de

910 postes. Les régions n'en veulent pas, de la décision de votre gouvernement des maternelles quatre ans. C'est ça, le leadership, Mme la Présidente, par rapport aux régions. Dans bon nombre d'écoles, il n'y a même pas assez d'inscriptions pour ouvrir une seule classe de maternelle quatre ans. Il est où, le leadership, Mme la Présidente? La ministre est un témoin passif du massacre du réseau des services de garde par son gouvernement. Il est où, le leadership, Mme la Présidente?

Mme la Présidente, depuis tout à l'heure, la ministre responsable nous parle de programmes que je connais par coeur. C'est des programmes en grande partie lancés par notre gouvernement.

Mme la ministre nous parle du taux de chômage des immigrants. Malheureusement, elle s'est trompée, de ce taux de chômage.

La revitalisation des maternelles quatre ans est épouvantable. La Grande Corvée nous a démontré que c'est presque une photocopie de la stratégie nationale de main-d'oeuvre. Mais, encore une fois, qu'est-ce qu'on fait, au gouvernement? On tablette les stratégies, on fait des tournées, on écoute, et les régions peuvent attendre.

C'est la même chose avec la stratégie des pôles d'innovation, que j'ai plusieurs fois rappelée à Mme la ministre que c'est inacceptable qu'en date d'aujourd'hui il y a uniquement cinq régions qui ont reçu le financement : sa région, 280 000 \$; Montréal, 280 000 \$; Laval, 130 000 \$; Lanaudière, 200 000 \$; les Laurentides, 200 000 \$. Sur la table du ministère, Mme la Présidente, il y a 27 projets pas encore traités. C'est ça, le leadership.

Parlant de la pénurie de main-d'oeuvre, pour moi, un leader, quand il voit une menace qui frappe notre économie, c'est ça, la priorité. Nous sommes tous convaincus que la pénurie de main-d'oeuvre frappe l'ensemble des régions. Mme la Présidente, cette semaine, nous avons eu l'occasion, au sein de ce Parlement, de rencontrer l'Association des restaurateurs du Québec. Vous savez quoi, Mme la Présidente? L'ensemble de cette délégation ne parlait que d'une seule chose : Aidez-nous, on cherche des employés. Il y a des fermetures. J'ai parlé tout à l'heure de la région de l'Estrie, où un restaurateur, malheureusement, ferme dimanche et lundi. C'est un scandale, parce qu'au lieu de mettre en place la stratégie nationale de main-d'oeuvre, qui, je rappelle à nos collègues des régions, c'était un consensus... J'ai participé, il y avait les syndicats et il y avait le côté patronal et les organismes communautaires. Qu'est-ce qu'on a fait de ce rapport? On le tablette et on lance une corvée. Les gens veulent des solutions. C'est ça, pour moi, Mme la Présidente, le vrai leadership.

Parlant d'Investissement Québec, une capitalisation de 1 million de dollars, quand j'ai questionné le ministre de l'Économie, c'est pour les entreprises dites stratégiques. Le député d'Orford, il était là. Pour moi, Mme la Présidente, les entreprises dites stratégiques, c'est l'ensemble de nos PME du Québec. J'aurais aimé avoir une idée très claire de la part de la ministre déléguée au Développement régional, une réelle discussion pour avoir un impact réel sur nos PME. C'est ça, encore une fois, Mme la Présidente, le leadership.

Somme toute, nous avons donné la chance, en toute bonne volonté, Mme la Présidente, à Mme la ministre de nous parler de sa vision du développement économique régional. L'ensemble des éléments ou les faits que Mme la ministre avait à nous présenter aujourd'hui se résumait juste dans un seul angle, c'est l'entrepreneuriat, les écoles d'entrepreneuriat, que nous avons lancées au dernier mandat, il y a eu l'ajout de quelques écoles, parler du CTEQ, qui a été lancé en 2015, de parler de plusieurs autres initiatives. Mais, quand je parle, Mme la Présidente, que je cherchais, aujourd'hui, la transversalité, vous savez quoi? C'est quoi, la transversalité, Mme la Présidente? Je cherchais quelqu'un qui va taper à la porte de l'ensemble des ministères, parce que ce n'est pas vrai qu'uniquement... le développement économique d'une région va passer uniquement par l'entrepreneuriat. C'est la somme et l'addition de plusieurs choses, y compris la main-d'oeuvre.

La vitalité économique de certaines régions passe par la disponibilité de la main-d'oeuvre. Aucun mot par rapport au rejet des 18 000 dossiers. Aucun mot par rapport aux personnes qui vivaient sur le territoire québécois, que le gouvernement caquiste voulait renvoyer parce qu'il voulait mettre en place son projet de loi n° 9. Heureusement, heureusement, Mme la Présidente, que la cour a dit non. Heureusement que la cour a décidé d'arrêter la décision du ministre de l'Immigration.

Et nous sommes encore très inquiets, très inquiets, au sein de notre formation politique, du réel leadership par rapport au développement économique, au niveau de nos régions. Je salue la députée de Labelle, qui nous a énuméré beaucoup d'exemples. Je vous salue, je vous salue. Mais vous savez quoi, Mme la députée de Labelle? J'aurais aimé recevoir la même liste de la part de la ministre du Développement économique pour l'ensemble du territoire. C'est exactement le même mot que Mme la ministre a utilisé au début, l'équité entre les régions, le respect des régions, c'est des inégalités incroyables. Bien, justement, on va répondre quoi à la région de l'Estrie? Qu'on va remettre en 2025? C'est ça que j'aurais aimé recevoir aujourd'hui.

Et, pour moi, Mme la Présidente, le premier test de réalité par rapport au leadership du ministère... de Mme la ministre déléguée au Développement régional est un échec, à mon avis, un échec, et je ne pars pas rassuré. Et je laisse à la population qui nous a écoutés aujourd'hui le soin de faire leurs propres conclusions par rapport à la réelle volonté de Mme la ministre à être la porte-voix et la personne qui va se lever au sein du Conseil des ministres et dire que ces décisions, y compris les maternelles quatre ans, est une très mauvaise décision, et il faut arrêter ça. Merci, Mme la Présidente.

La Présidente (Mme Isabelle) : Merci, M. le député de Nelligan. Écoutez, merci à toutes et à tous pour vos interventions. Nous terminons dans le délai. Excellent.

Alors, nous levons la séance et la commission, puisque nous avons accompli notre mandat, et nous ajournons donc nos travaux sine die. Bonne fin de journée à tous. Bonne fin de semaine et bon repos. Nous en avons besoin.

(Fin de la séance à 12 heures)